Vive les vacances!

diable les pénitences...» chantaient les écoliers d'hier relâchés dans le soleil de l'été. Ceux d'aujourd'hui ne connais-

MARIANE FAVREAU

sent peut-être pas la ritournelle traditionnelle mais quel bonheur d'être enfin libres! Sauf peut-être chez les petits.

Ils hésitent à dire que les vacances sont plus amusantes que l'école. Ils jettent un oeil à leur maîtresse qu'ils aiment bien, à leurs amis dont ils seront séparés pour l'été...

Puis, ils nous parlent de leurs projets de vacances: le chalet, le camping, les visites des cousins-cousines, les jeux dans le parc, le voyage en bateau, la mer. Oui, c'est vrai, on a hâte

Mais à six ou sept ans, comme dans cette classe de première sannée à l'école Pie-XII de Saint-Eléonard, on a encore un peu de peine à quitter l'école. «C'est si manusant», assure Julie. D'ailleurs, aujourd'hui, on avait le droit de faire des jeux en petits of the same saint de leurs des jeux en petits of the saint de faire des jeux en petits of the saint de leurs de leurs des jeux en petits of the saint de leurs d

Voir LES VACANCES, page A 4 &



Grand-maman Grimaux veut mourir à Terre des Hommes

Connue de tout le monde à Terre des Hommes — on l'appelle affectueusement «grand-maman Grimaux» - Mme Marcelle Grimaux, qui aura bientôt 72 ans, n'a pas passé une journée sans visiter ce parc d'attractions depuis son ouverture, en 1967. Aussi n'est-il pas étonnant qu'elle ait été l'invitée spéciale, hier, à l'ouverture de la 13e saison de TDH, où elle a été fêtée comme une reine par les nombreux artistes réunis pour cette occasion, tel ... Guido di Paolo, qui l'a conviée à un petit tour en gondole. Son seul regret: l'absence du maire Jean Drapeau, qu'elle aurait aimé «serrer dans ses bras». «Pour moi», dit-elle, M. Drapeau est un dieu». page A 4



25 CENTS

ABONNEMENT, LUNDI AU SAMEDI \$1.75

MONTRÉAL, VENDREDI 20 JUIN 1980, 96e ANNÉE, no 146, 44 PAGES, 4 CAHIERS



LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE



PÉTROLE: C'EST L'ÉCHEC

OTTAWA — Les négociations entre Ottawa et Edmonton sur le prix du pétrole domestique et du gaz ont échoué hier et il ne reste plus

téléphoto UPC

Le ministre fédéral de l'Energie, Marc Lalonde, a admis hier, devant les journalistes, l'échec de ses discussions avec l'Alberta. qu'une ultime rencontre Trudeau-Lougheed en juillet prochain pour éviter une nouvelle crise politique grave.

GILLES PAQUIN

de notre bureau d'Ottawa

Après deux jours de discussions dans la capitale fédérale, le ministre de l'Energie d'Ottawa et son homologue albertain Mervin Leitch ont simplement convenu de prolonger l'accord actuel d'un mois sans hausse de prix.

«Nous étions encore loin, très loin l'un de l'autre» a précisé M. Leitch au cours d'une conférence de presse en fin d'après-midi, «il était inutile de poursuivre les pourparlers». Il ne restait donc plus qu'à passer la main aux chefs des deux gouvernements.

Même s'il avait déclaré en venant ici qu'il serait d'accord avec la signature d'un pacte provisoire à la seule condition que les choses progressent, M.

Voir PÉTROLE, page A 4

téléphoto PC

Pour le ministre de l'Energie de l'Alberta, Merv Leitch, les deux journées de discussions avec Ottawa sur le prix du pétrole n'ont abouti à rien.







Trudeau parlera AABN avec la reine Elisabeth

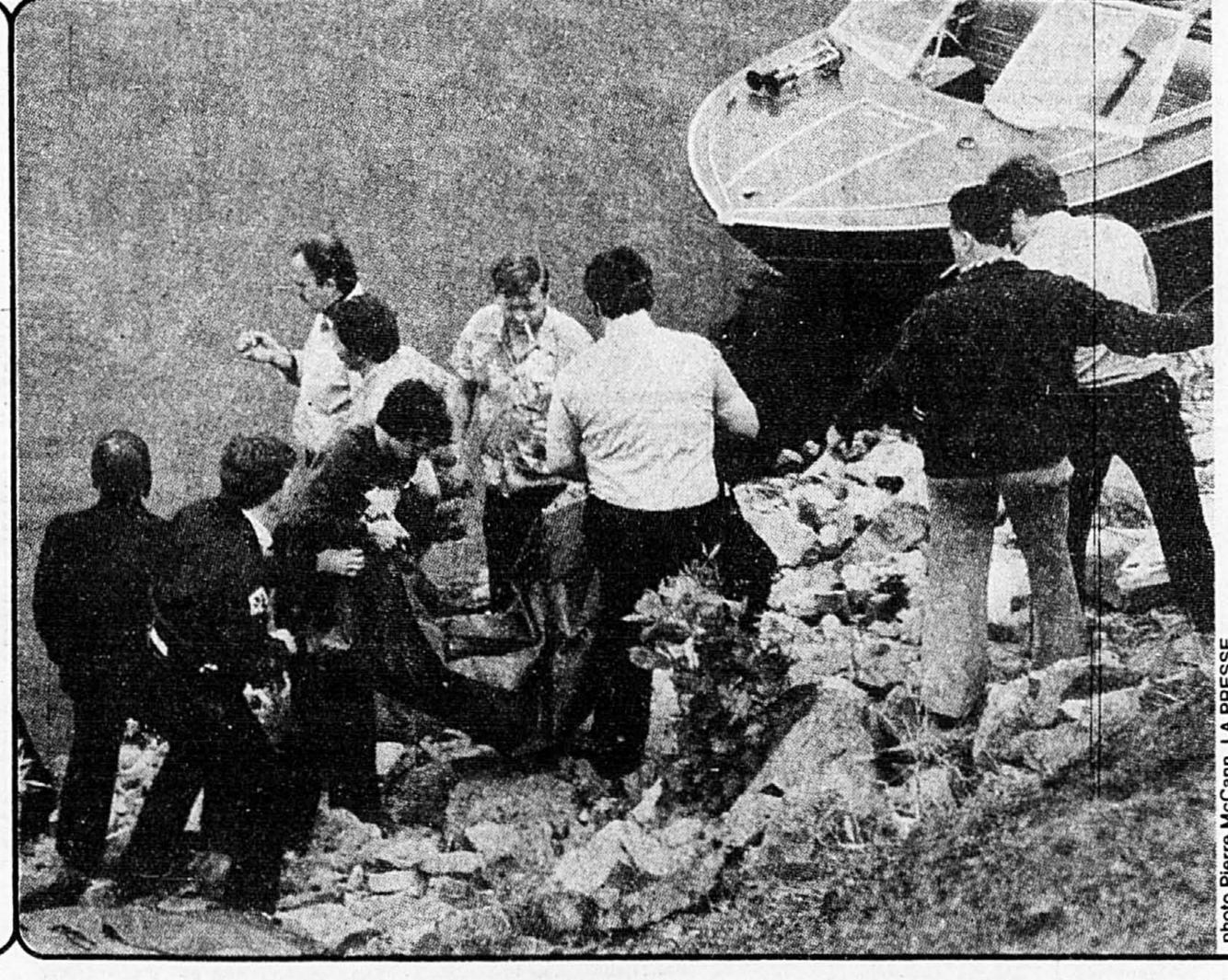
Le premier ministre Trudeau discutera la semaine prochaine avec la reine Elisabeth du rapatriement de la constitution, et il est possible qu'il aborde également la question avec son homologue britannique, Mme Margaret Thatcher. M. Trudeau doit prendre le thé en compagnie de la reine mercredi prochain à Buckingham Palace.

Belmoral:
une caméra
aperçoit
deux
cadavres

MONTRÉAL (PC—Les cadavres de deux mineurs ensevelis dans la mine Belmoral de Val-D'Or depuis le 20 mai, ont été aperçus hier soir par une caméra miniature, descendue dans un puits de ventilation.

Selon un porte-parole de la Sûreté du Québec, il a été impossible d'identifier les deux hommes.

La caméra a permis de constater l'absence d'eau au fond du puits, ce qui laisse supposer qu'ils sont morts de faim et de froid.



Sauvez mes enfants!

Désespérée, Sylvie Groulx, 21 ans, de Boucherville, implorait la police de sauver ses deux enfants, prisonniers de sa voiture tombée au fond du fleuve, près du ponttunnel Hippolyte-Lafontaine. Mais la petite Nancy, 5 ans, et son petit frère d'un an, Steve, sont morts noyés avant que les plongeurs n'aient eu le temps d'intervenir.

page A3

LES DEMI-VÉRITÉS DE MM. BÉRUBÉ ET LÉONARD

PAR IVAN GUAY page A 6

Annonces classées: C 3 à C 11 Arts et spectacles -Informations: A 9 à A 12 -Horaires: D 9 Bandes dessinées: D 6 Carrières et professions: D 7 Décès, naissances, etc.: D 8 Economie: D 1 à D 5 Éditorial: A 6 Etes-vous observateur?: C 4 Horoscope: D 6 Jardins et maisons: C 9 La mode du jour: C 10 Le monde: D 10 Météo: A 2 Mot mystère: D 6 Mots croisés: D 6 Pleins Feux: A 8 Quoi faire aujourd'hui: D 9 Radio et télévision: D 9 Sports: B 1 à B 9 Tribune libre: A 7

Un mode d'épargne supérieur Les certificats de dépôt garanti du Trusi Général

14%

Intérêts versés annuellement.

Période de 5 ans. Dépôt minimum \$500

Autres certificats à autres taux pour des périodes allant de 30 jours à 5 ans.

Taux sujet à changement.

TRUST GÉNÉRAL DU CANADA

Institution inscrite à la Règie de l'assurance-dépôts du Québec

Membre de la Société d'assurance-dépôts du Canada

Demandez le poste 3000

Demandez le po Montréal 866-9641 Sept-Îles 968-1830 Chicoutimi 549-6490 Alma 668-3391 Rimouski 724-4106

Outremont 739-3265 Québec 668-0630 Lévis 833-4450 Trois-Rivières 379-7230 Hull 771-3227

Rivière-du-Loup 862-7286 Ottawa 238-4900

Filiale à Sherbrooke — Sherbrooke Trust
75, Wellington nord 563-4011 Place Belvédère 563-3447

Carrefour de l'Estrie 563-3331

Vivre aujourd'hui: C 1, C 2

Trudeau parlera constitution avec la reine

OTTAWA — Le premier ministre Trudeau discutera du rapatriement de la constitution avec la reine Elisabeth la semaine prochaine, même si le sujet n'est pas officiellement inscrit à l'ordre du jour de leur rencontre. Il se peut même qu'il profite de sa visite éclair à Londres pour aborder la question avec son homologue britannique, Mme Margaret Thatcher.

MARIO FONTAINE

(de notre bureau d'Ottawa)

M. Trudeau a fourni ces précisions aux Communes hier, mais n'a guère donné plus de détails quant à la nature précise des discussions qu'il entend avoir avec la souveraine. «Je l'informerai que nous nous rencontrons, les dix provinces et le gouvernement fédéral, et que nous espérons atteindre notre objectif de nous doter d'une nouvelle forme de fédéralisme dans un avenir très proche», de dire le premier ministre.

Celui-ci ne rencontrera la reine en tout et pour tout que durant une heure mercredi prochain, alors qu'il prendra le thé en sa compagnie à Buckingham Palace. Comme le veut l'usage, ce sera elle qui s'enquerra de ce qui se passe au Canada, notamment au Parlement et dans la constitution.

A Ottawa, on croit qu'Elisabeth II se montrera également intéressée par le récent référendum au Québec et la façon dont il faut en interpréter les résultats. Et surtout, elle cherchera à savoir ce que le Canada a l'intention de faire maintenant.

Car L'Acte de l'Amérique britannique du Nord, qui sert de constitution au Canada, est en effet une loi du Parlement britannique et ne peut être transférée de Londres à Ottawa sans son consentement. Les Britanniques ont par conséquent un rôle actif à jouer dans le processus de rapatriement.

Peut-être Margaret aussi

M. Trudeau sera reçu par la reine quelques minutes après un déjeuner officiel avec le premier ministre anglais Margaret Thatcher, où la question constitutionnelle risque également de faire surface. «Je n'ai pas de plan spécifique pour en discuter avec Mme Thatcher, explique M. Trudeau. Il est possible que cela soit soulevé.»

Si tel est le cas, il espère pouvoir compter sur l'appui de tous les partis en Chambre et sur la volonté unanime des provinces pour rapatrier la constitution «une fois pour toutes». Car, dit-il, il faut mettre fin à une situation qui oblige le Canada a obtenir la permission du Parlement britannique pour amender sa propre constitution.

M. Trudeau doit technique ment convaincre son homologue de remettre le texte de l'AABN aux mains des Canadiens, afin que celle-ci présente un projet de loi en ce sens aux Communes de Londres. Les Britanniques ont clairement indiqué qu'ils sont prêts à répondre intégralement aux souhaits d'Ottawa là-dessus.

Cependant la situation pourrait se compliquer si une ou des provinces s'opposait au rapatriement, car cette opposition s'exprimerait inévitablement sur le parquet du Parlement de Westminster, déclarait mercredi le ministre d'Etat britannique aux Affaires extérieures et du Commonwealth, Nicholas Ridley.

L'un des conseillers constitutionnels de M. Trudeau, le sénateur Maurice Lamontagne, déclarait hier qu'il ne s'attend pas à des résultats concrets de la visite du premier ministre canadien à Mme Thatcher. «La Grande-Bretagne accepterait-elle d'agir s'il n'y avait qu'une résolution des deux Chambres du Parlement (les Communes et le Sénat canadien), ou exigeraitelle un consensus des provinces?», se demande-t-il.

Toutes les provinces à l'exception de l'Ontario s'opposent en effet au rapatriement de la constitution dans le moment, parce qu'elles exigent qu'on se mette d'accord sur une formule d'amendement avant de poser ce geste symbolique.

CRÉATION D'UN GROUPE DE TRAVAIL

Le Sénat intervient dans la réforme constitutionnelle

OTTAWA — Les membres du Sénat ont adopté hier une résolution, présentée par le sénateur Maurice Lamontagne, prévoyant la mise sur pied d'un

GILBERT LAVOIE de notre bureau d'Ottawa

sous-comité qui sera chargé d'étudier certains points précis de la réforme constitutionnelle.

Le groupe de travail, qui se mettra à l'oeuvre dès la semaine prochaine, aura pour mandat d'étudier la charte des droits proposée par M. Trudeau et notamment l'aspect de l'enchassement des droits linguistiques dans la constitution. Il se penchera aussi sur le rôle futur et la composition du Sénat, de même que sur une solution de rechange aux propositions du Livre beige de M. Claude Ryan et au rapport de la commission Pepin-Robarts, pour représenter les intérêts des provinces à Ottawa. Le sénateur Maurice Lamontagne a révélé à LA PRESSE qu'en vertu de la formule nouvelle envisagée, on pourrait institutionnaliser les conférences fédérales-provinciales, afin de

leur donner un rôle constitutionnel clairement établi. Il a précisé que les provinces auraient ainsi un moyen bien établi pour contrôler par exemple les initiatives du fédéral en ce qui a trait au pouvoir de dépenser.

L'adoption de cette motion au Sénat a donné lieu à un débat et à un vote, les conservateurs demandant un mandat plus élargi. La motion a tout de même été adoptée, et le groupe de travail, qui sera en fait un sous-comité du comité permanent du Sénat sur les affaires juridiques et la

constitution, se réunira dès jeudi de la semaine prochaine. Le sénateur Lamontagne a indiqué qu'on s'était donné comme cible de compléter le travail dès le mois d'août, de façon à faire des suggestions à temps pour la phase cruciale des négociations constitutionnelles en septembre.

Interrogé pour savoir si le premier ministre Trudeau avait été consulté sur la création de ce comité, M. Lamontagne a déclaré en riant que ce n'est pas dans ses habitudes «de travailler dans le vide».

100,000 NOUVEAUX EMPLOIS

La Société d'assainissement des eaux disposera de \$2,5 milliards

La nouvelle Société d'assainissement des eaux, dont la création a été adoptée à l'Assemblée nationale hier, devrait être l'instrument par lequel le Québec combattra les difficultés économiques de la présente décennie et les moyens financiers qui seront mis à sa disposition seront de l'ordre de \$2,5 milliards.

JEAN-PIERRE BONHOMME

C'est l'affirmation qu'a faite hier à La Presse le ministre de l'Environnement, M. Marcel Léger, au lendemain de l'adoption du projet de loi gouvernemental no 92. Selon les termes de cette loi, la Société d'assainissement des eaux aura la responsabilité de «concevoir, de construire, d'améliorer... des ouvrages d'assainissement des eaux (des usines d'épuration des eaux de rejet principalement) pour les besoins des municipalités et d'exécuter des travaux de réfection des réseaux d'égout municipaux. Le ministre a précisé que l'activité de la société devrait créer 100,000 emplois dont 16,500 dans le secteur professionnel de l'ingénierie civile.

Le ministre responsable de l'assainissement du milieu a dit qu'il se rendra en France, la semaine prochaine, afin de discuter, avec son homologue du gouvernement français, M. Michel D'Ornano, des moyens d'établir une collaboration scientifique et technique dans le domaine de l'industrie de la dépollution. On sait que la France a développé d'intéressantes techniques d'épuration des eaux usées et de filtration de l'eau à boire.

M. Léger a expliqué hier que les municipalités ayant signé des protocoles d'entente avec le gouvernement auront la liberté d'avoir ou non recours au services de la Société d'assainissement pour faire exécuter leurs grands travaux de génie; il a dit

La Quotidienne

Tirage d'hier

5-0-0

YOGA

pour la détente et la santé

Weed-end intensif

20 - 22 juin

Sivananda Ashram camp de yoga

Val-Morin, Québec

Transport organisé

279-3545

croire que les travaux pris en charge par la Société ne constitueront que le tiers, environ, des engagements financiers globaux de \$6 milliards qui seront nécessaires pour protéger les cours d'eau du territoire. Les municipalités qui auront recours à la Société, a-t-il soutenu, pourront avoir des emprunts à meilleur compte et leur capacité d'emprunt sera moins grevée.

Par ailleurs le ministre a dit avoir donné mercredi, à la Communauté urbaine de Mont-

réal, l'autorisation de procéder à la construction, dans les délais les plus courts possibles, de l'usine d'épuration montréalaise dont le coût est estimé à \$317 millions. Des crédits de \$458 millions ont déjà été engagés dans la réalisation du collecteur de la rivière des Prairies. M. Léger a dit que les contrats relatifs à l'usine elle-même devraient être signés d'ici quinze jours.

La Société d'assainissement des eaux a été formée pour aider les municipalités n'ayant pas de structures administratives suffisantes pour réaliser les ouvrages de dépollution de s'en remettre à l'autorité gouvernementale. Cette société n'aura qu'une durée de 10 ans, le temps qu'il faudra pour lancer le programme d'épuration. Par contre la Société a le pouvoir d'exploiter les ouvrages d'assainissement si le ministre lui en confie le mandat pour des périodes renouvelables d'un an. Le ministre a dit que certaines usines d'épuration devraient être construites d'ici 1982.





par courrier:

Lundi au samedi

Lundi au vendredi

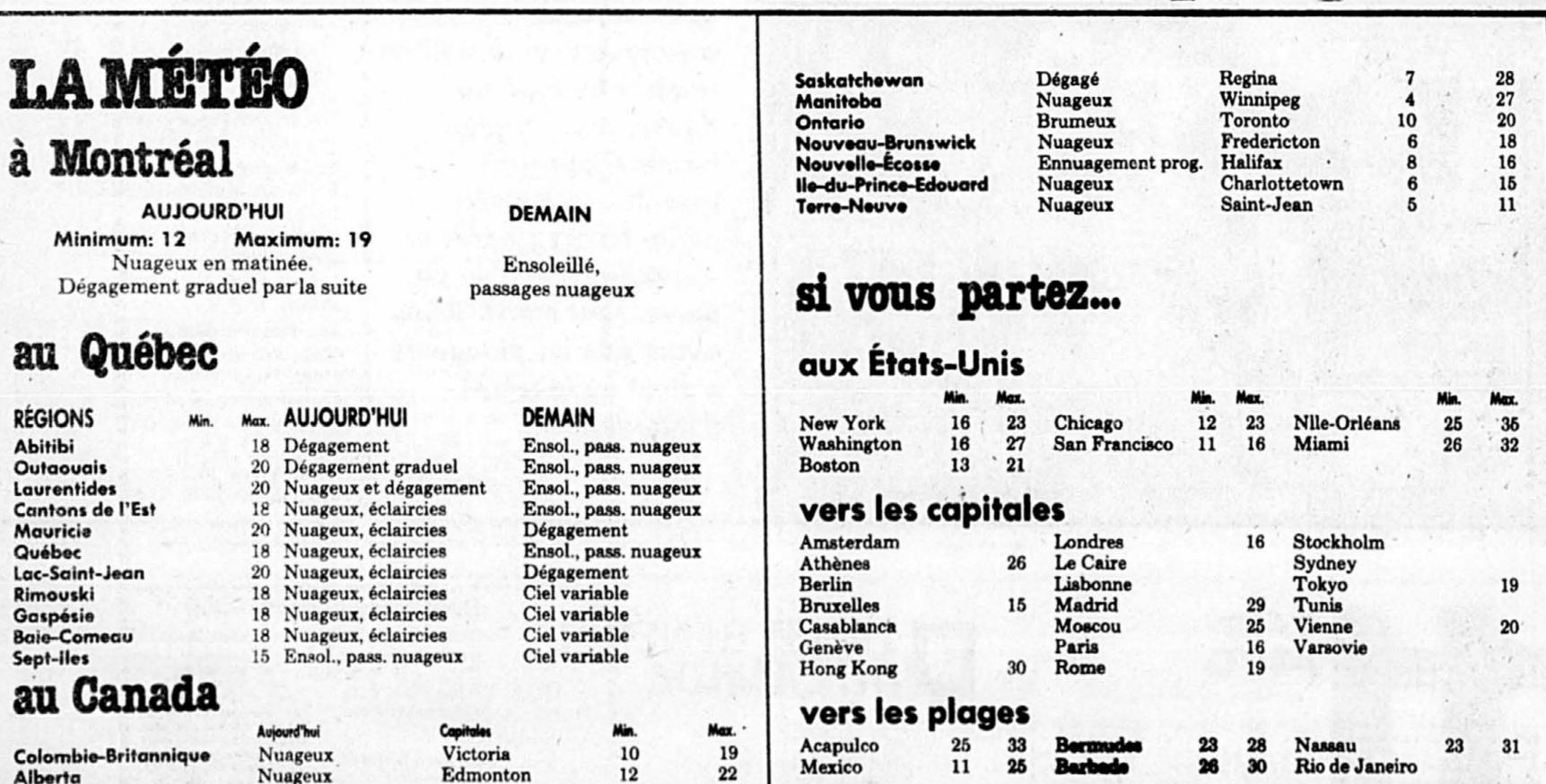
Samedi seulement

\$55.25

\$34.45

\$41.60

\$83.20



la presse LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTEE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de « LA PRESSE » et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. « Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400 ». Port de

LIVRAISON À DOMICILE: Lundi au samedi \$1,75 Lundi au vendredi \$1.25				INFORMATION GÉNÉRALE RÉDACTION PROMOTION RELATIONS DE TRAVAIL	285-7272 285-7070 285-7100 285-7383
	di seulemen	0.75	ANNONCES CLAS		
ABONNEMENTS PAYÉS D'AVANCE				Commandes du lundi ou vendredi 9h à 17h	285-7111
	Nombre de semaines			Pour changer du lundi au vendredi 9h à 16h30	285-7205
par courrier: Canada Lundi au samedi	\$37.00	26 52 \$74.00 \$148.00	GRANDES ANNONCES		
Lundi au vendredi	\$24.00	\$48.00	\$148.00 \$96.00	Détaillants	285-7202
Samedi seulement	\$13.00	\$26.00	\$52.00	National, Télé-Presse Vacances, vavages	285-7306

\$26.00 \$52.00 Vacances, voyages 285-7265 Carrières et professions, nominations 285-7320 **ÉTATS-UNIS — PAYS ÉTRANGERS** COMPTABILITÉ Grandes annonces 285-6892 Annonces classées 285-6901 \$110.50 \$221.00 Pour tous genres d'abonnements, nos bureaux \$68.90 \$137.80

sont ouverts de 8h à 19h (Samedi : 8h à 16h)

285-6911



Vous descendez le Saint-Laurent à bord de votre yacht, le moteur tournant à faible révolution. Les vagues bercent l'embarcation tandis que la brise fraîche vous caresse les oues.

Sur le pont, votre épouse (ou votre époux, pour m'éviter des remontrances des féministes) se fait dorer la peau sous un soleil ardent, tandis que les enfants taquinent tranquillement le pois-

C'est le calme plat. Votre esprit est ailleurs depuis un bon moment. Les pensées bucoliques défilent dans votre tête comme un bon film poétique.

Soudain, un «bang» retentissant se fait entendre du rivage, suivi d'un sifflement prolongé. Le temps de tourner la tête à tribord, une gerbe d'eau arrose copieusement le pont et secoue la torpeur de tout le monde.

Suit un autre bang, puis un autre... vous jureriez qu'on vous tire dessus au canon, en plein lac Saint-Pierre, que vous auriez raison. Lunettes d'approche en main, vous jetez un coup d'oeil vers la rive. Des gens s'y agitent. La bouche du canon fume encore.

Un quatrième coup part. Le tir est plus long. Instinctivement, vous regardez à babord. A quelque 1,000 verges de vous, un pétrolier remonte le chenal. Quelques instants plus tard, c'est l'Apocalypse. L'obus de 100 livres a frappé le pétrolier de plein fouet... Le navire flambe. La nappe d'huile enflammée s'avance inexorablement vers votre yacht, et vous ouvrez tout grands les gaz pour la fuir...

De la fiction? Bien sûr, du moins en grande partie. «Les incidents et les personnes de ce film sont imaginaires, et toute ressemblance n'est que pure

coïncidence», pourrait-on dire. Pourtant, les coups de canon dans le lac Saint-Pierre sont réels, une ou deux fois par semaine, vrai comme vous êtes là!

M. T. Gendron travaille pour l'Établissement d'épreuves et d'expérimentation de la Défense nationale, à Nicolet. Depuis 1952, cette société effectue pour le compte du ministère de la Défense des essais sur les munitions fabriquées par différents manufacturiers, afin de s'assurer de leur qualité. Et ça va de la balle pour le plus petit calibre jusqu'aux obus pour canons à longue portée.

Or, qui dit essais, dit terrains d'essais. Et à Nicolet, en plus

Du tir au canon sur le lac St-Pierre!

d'utiliser la terre ferme, l'EEEDN utilise un bassin de forme quasi rectangulaire, mesurant environ 16 milles de longueur par 4.5 milles de largeur... et formé à partir des eaux du lac Saint-Pierre.

A sa partie supérieure, le bassin longe le côté sud du chenal principal du Saint-Laurent à une distance d'à peine 500 verges. C'est suffisant pour faire frémir d'inquiétude même les plus optimistes. Un obus qui frapperait de plein fouet un pétrolier rempli d'or noir jusqu'au tréfonds de ses cales, ça ferait un joli feu d'artifice et ça pourrait causer d'énormes dégâts.

Des mesures de sécurité

Pourtant, Gendron est l'homme le moins nerveux du monde. Depuis 1952, les essais d'obus n'ont pas créé le moindre incident sur le lac Saint-Pierre, ce qui tend à accréditer le fait que les mesures de sécurité prises par l'entreprise sont amplement suffisantes.

Il y a la description de la «zone de danger» du lac Saint-Pierre publiée périodiquement dans les media. Il y a les affiches qui avertissent les plaisanciers des limites de la «zone de danger», tant sur la terre ferme que sur l'eau. Il y a surtout les 13 postes d'observation qui scrutent continuellement la surface de l'eau pendant les périodes d'essai, et qui peuvent les stopper instantanément, en attendant qu'une vedette soit allée chasser les intrus, que les intrusions soient volontaires ou imputables à l'inattention.

Et surtout, il y a le fait, selon M. Gendron, que la ligne de tir se trouve en plein centre de la «zone de danger». Aucun risque, assure-t-il, que l'obusier vise mal.

Même les angles de ricochet possibles ont été étudiés afin de prévenir les accidents. La limite nord du bassin représente la distance maximale que pourrait atteindre un obus.

La plupart des obus sont inoffensifs. Gendron souligne qu'on remplace la poudre par de la cire d'abeille, question d'obtenir un poids similaire. Et quand ils tombent à l'eau (dont la profondeur se situe à environ cinq pieds), les obus d'un poids de 98 livres s'enlisent dans la vase. Quant aux obus armés, ils éclatent en mille morceaux lorsqu'ils explosent.

En d'autres mots, M. Gendron se veut rassurant et il a sans doute raison devant le dossier vierge de l'entreprise au sujet des incidents sur l'eau. Mais il ne faudrait quand même pas tenter le démon. Fuyez la zone au sud du chenal comme la poudre à canon. C'est plus sûr!



La mère en sanglots et sa soeur dans l'ambulance.

Photo Pierre McCann LA PRESSE

UNE MÈRE DÉSESPÉRÉE:

Allez chercher mes enfants!

«Faites vite, allez chercher mes enfants, ils sont dans le fleuve! »

Assise dans l'ambulance, une jeune femme de 20 ans, Sylvie Groulx, du 397, rue Latour, à Boucherville, pleurait et tremblait, hier matin, en implorant

ANDRÉ PÉPIN

tout le monde d'aller repêcher ses enfants prisonniers de son auto au fond du fleuve: Nancy Lafrenière, 5 ans et son petit frère d'un an, Steve Roy, sont morts noyés avant que les policiers plongeurs puissent interve-

L'accident s'est produit hier vers 10h, sur la route 132, à proximité du pont-tunnel Hippolyte-Lafontaine. Dans une courbe très prononcée, la mère des enfants a perdu le contrôle du véhicule, une Duster 1972, qui a littéralement enjambé le garde-fou, puis capoté avant de plonger dans le fleuve. Madame Groulx, de même que sa soeur, Lynda, 15 ans, ont été éjectées du véhicule au moment de l'impact. Elles ne souffraient que de quelques contusions mineures; elles ont été transportées à l'hôpital Charles-Lemoyne, en proie à de violents chocs nerveux.

La pente abrupte qui sépare la route du fleuve Saint-Laurent mesure environ 35 pieds; l'auto n'a jamais touché au sol sur cette distance.

Tout de suite après l'accident,

des passants et des policiers ont fait quelques tentatives pour repêcher les enfants, mais en vain: «Il faisait trop noir dans l'eau et nous ne pouvions pas respirer», a expliqué l'agent Gilles Rouiller qui a tenté un plongeon pendant que la mère des victimes et sa soeur attendaient l'ambulance sur le bord de la berge.

Durant d'interminables minutes, l'hélicoptère de la Sûreté du Québec a survolé le fleuve pour repérer le véhicule. Du haut des airs, par beau temps, il est possible pour le pilote de repérer la présence d'une automobile dans l'eau.

Une fois sur les lieux, les plongeurs installent leurs instruments et un seul d'entre eux se rend au fond de l'eau. Hier, c'est l'agent Harold Sheppard qui a plongé. Moins de cinq minutes après avoir quitté l'embarcation, il avisait ses trois collègues qu'il ramenait le corps de la fillette. Les deux corps, sous les regards émus des curieux, furent déposés par les ambulanciers dans des sacs de plastique pour être remis à l'institut médico-légal.

Une lourde remorqueuse a par la suite sorti l'automobile de l'eau. Trois pneus seulement de l'automobile étaient à carcasse radiale. Selon des experts, la conduite d'un véhicule ainsi équipé peut s'avérer dangereu-



Photo Pierre McCann, LA PRESSE L'agent Harold Sheppard, un plongeur de la SQ.

La fillette cachait son petit frère

«Même si l'on fait ce métier depuis longtemps, on ne s'habitue jamais. En retrouvant des enfants au fond de l'eau, on est toujours bouleversé.»

Un plongeur de la Sûreté du Québec, l'agent Harold Sheppard, a fait ce commentaire à LA PRESSE, quelques minutes après avoir ramené les deux petites victimes sur la berge, soit Nancy et Steve Lafrenière, âgés de 5 et 1 an.

Pour ce spécialiste de la police, repêcher un adulte est moins éprouvant: «Un petit enfant sans défense aucune, emprisonné au fond de l'eau, c'est un spectacle qui nous chagrine toujours», a poursuivi l'agent, qui est affecté à cette escouade depuis maintenant cinq ans.

Au moment du drame hier,

l'escouade des plongeurs se trouvait au quartier général de la SQ à Montréal. La voiture a plongé dans le fleuve à 10h et l'agent Sheppard a ramené les corps peu avant midi: «Il faut expliquer à la population que nous ne pouvons jamais sauver les vies de ces gens emprisonnés sous l'eau puisque la mort survient quelque 4 minutes après l'absorbtion de la première gorgée d'eau.

Sur la banquette

«Je n'ai eu aucune difficulté à repérer le véhicule qui se trouvait à une profondeur de 17 pieds et à quelque cent pieds de la berge», a expliqué l'agent.

La voiture, une Duster rouge de modèle 1973, était renversée au fond de l'eau: «Sur le côté

te fille mais je ne pouvais déceler la présence de son petit frère. J'ai fait le tour du véhicule. Ce n'est qu'en bougeant la fillette que j'ai soudainement aperçu la tête du petit garçon qui se trouvait dissimulé par sa soeur. Ils étaient tous les deux sur la banquette arrière, près d'un petit lit d'auto blanc.» Ni l'une ni l'autre des deux victimes n'était attachée au moment où le policier les a repérées. Selon ce dernier, il arrive que des victimes se débouclent avant leur mort; la mère des enfants a soutenu avoir attaché ces derniers avant

leur départ de Boucherville.

La Fête nationale: Montréal fait échec au recours judiciaire

A moins que le comité exécutif, dans une volte-face inattendue, émette, au cours des prochaines heures, une ordonnance qui suspendrait pour la

LÉOPOLD LIZOTTE

Fête nationale les effets «asséchants» du règlement 333 sur la consommation d'alcool dans les endroits publics, il semble maintenant définitif que la

Confort

et santé

LITS ÉLECTRIQUES

Lisez ou voyez la télévision en

Tous les genres

la maison

RÉGENT SAINT-PIERRE INC.

4338, rue Saint-Denis, Montréal

DEPUIS PLUS DE 65 ANS

849-2407

(différentes grandeurs)

De tout pour le malade à

Service à domicile

C. MARTIN JR & CIE

(2 positions)

position confortable.

Saint-Jean sera un peu morne, et à minuit terminée, avec le couvre-feu que l'on sait.

La Cour d'appel a en effet accueilli hier midi l'inscription d'un pourvoi de la ville à l'encontre du racourcissement de délai accordé la veille par le juge Maurice Lagacé, et qui aurait pu permettre de débattre dès aujourd'hui la demande de jugement déclaratoire du comité organisateur de la Fête, sur le sujet.

Un peu plus tard, elle a par ailleurs rejeté la requête des procureurs de cet organisme, qui aurait pu permettre quand même l'instruction de l'affaire ce matin, nonobstant l'appel déjà logé.

Le tribunal s'est alors appuyé sur une décision rendue il y a quelques semaines, dans un cas à peu près semblable soulevé par le pourvoi d'un avocat contre certaines dispositions de la loi référendaire.

Cela veut donc dire que dans le seul cas du raccourcissement de délai, il faudra maintenant attendre quelques semaines, sinon quelques mois, pour savoir qui avait tort ou raison.

Et le 24 juin sera passé depuis fort belle lurette.

D'autres recours sont-ils possi-

bles pour faire bouger l'administration municipale?

Le code en contient évidemment, injonction, mandamus et le reste, mais, dans tous les cas, c'est toujours la même question de délai préalable à la signification (dix jours francs) qui pourrait être invoquée. Et, selon toutes les probabilités, tout aussi victorieusement.

Du côté de la cour, donc, toutes les avenues semblent définitivement bloquées. MM. Drapeau et consorts ont gagné leur point.

Fêter sans bruit

Le président du Comité exécutif de la Ville de Montréal, M. Yvon Lamarre, a tenu à faire une mise au point hier à propos du nouveau règlement municipal interdisant, entre autres, de consommer de l'alcool dans les endroit publics.

«L'Administration municipale de Montréal n'a jamais songé à empêcher les citoyens de fêter après minuit, le jour de la fête

nationale», dit-il dans son communiqué. «Des gens ont l'impression qu'ils devront cesser toute festivité à minuit et regagner leur domicile. Il n'en est rien», ajoute-t-il.

Cependant, M. Lamarre estime qu'il est raisonnable de demander aux Montréalais et aux autres de ne pas prolonger après minuit «toutes activités bruyantes», mais que cela ne signifie pas nécessairement que la fête doive cesser.

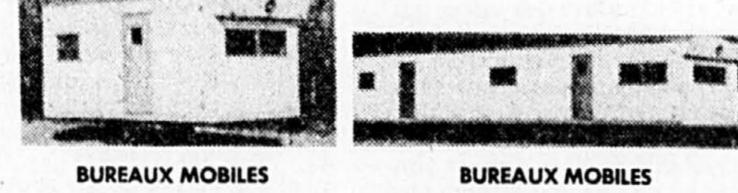
MAISONS MOBILES BUREAUX DE CHANTIER

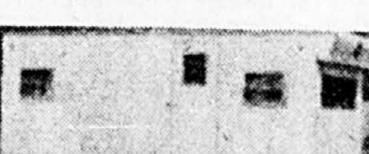
RE: NASH EQUIPEMENT Corp. 5125, chemin Côte-Vertu, Ville Saint-Laurent, Québec

EN LIQUIDATION

Nous avons reçu instructions de ERNST & WHINNEY agent, de liquider les roulottes de chantier provenant des actifs de NASH EQUIPEMENT Corp.

98 UNITÉS





BUREAU MOBILE

ROULOTTES — BUREAUX MOBILES

La vente est actuellement en cours et se terminera le 8 juillet 1980. Les unités sont visibles au 12285, chemin Côte-de-Liesse, Montréal.

Conditions: comptant

336-0900 **FACILEMENT TRANSFORMABLES EN CHALETS.**

J. ARMAND BLAIS INC. **50 PLACE CREMAZIE, SUITE 424** MONTREAL, P.O. H2P 2T1 Tel: 381-5241

LIQUIDATEURS **EVALUATEURS** ENCANTEURS LICENCIES

L'ESPAGNE...

Passez-y 24 jours pour apprendre une autre langue

Pour la deuxième année consécutive, le Collège Ahuntsic vous offre de participer au programme d'études en langue et culture espagnoles.

DÉPARTS:

10 septembre 1980 8 octobre 1980 5 novembre 1980

Le séjour en Espagne s'échelonne sur une période d'environ 25 jours.

ENDROITS:

Valence (centre touristique sur la côte méditerranéenne), Alicante, Benidorm, Sagunto, Peniscola. Le programme comprend des cours de langue espagnole pour débutants, de géographie et de tourisme. L'horaire prévoit également des visites organisées, excursions et périodes libres.

PRIX:

\$1.089 (inscriptions reçues avant le 4 juillet)

\$1,189 (inscriptions reçues après le 4 juillet)

Le forfait inclut:

Transport aérien et terrestre, hébergement, repas, frais de scolarité et manuels scolaires, excursions de groupe. Ce cours en Espagne est organisé par le service de l'éducation aux adultes du Collège Ahuntsic, section internationale, en collaboration avec le Collège Ausias March de Valence et l'agence Voyages Espagne, détentrice d'un permis du Ministère du Tourisme du Québec. Il est également reconnu par le Ministère de

Pour plus de renseignements:

'Education du Québec.

MIle Sylvie Laforest Collège Ahuntsic 9155, rue Saint-Hubert, Montréal

Tél.: (514) 389-5921,

entre 13h00 et 18h00

poste 271

Décès du «vrai père» de la CSN

M. Gérard Picard, un des plus grands militants syndicaux qu'ait connu le Québec est décédé hier à l'âge de 73 ans.

D'abord journaliste à Québec, M. Picard passa au monde syndical en 1934 en prenant le poste de secrétaire, puis plus tard, de président du Conseil central des syndicats catholiques de Qué-

De 1946 à 1958, il dirigea les destinées de la CSN qui portait alors le nom de Confédération des travailleurs catholiques du Canada. Par la suite, il exerça diverses fonctions au sein de l'organisme, notamment celle de président du Conseil central de Montréal.

Ce syndicaliste qui fut, entre autres, membre du Conseil supérieur du travail du Québec et professeur au Département des relations industrielles à l'Université Laval, était aussi un grammairien. En effet, en 1968, il a publié un précis de grammaire française. En 1979, M. Picard fut nommé président du Conseil sur le maintien des services de santé et des services sociaux en cas de conflits de travail.



Gérard Picard

En apprenant sa mort, M. Norbert Rodrigue, président de la CSN, a déclaré qu'on venait de perdre le plus grand militant syndical du Québec, celui qui fut le vrai père de la CSN, un homme à qui les travailleurs québécois doivent beaucoup et qui se retrouva à côté d'eux dans les grandes luttes syndicales menées au Québec, entre autres celles de l'Asbestos, de Louiseville, de Radio-Canada, de Dupuis Frères, de la Vickers, de l'AL-

Le Japon fait don de 60 Bonsai au Jardin botanique

En hommage aux Québécois et aux Montréalais, à l'occasion des Floralies internationales de Montréal, et pour souligner les excellentes relations qui existent entre les peuples canadien et japonais, le Japon a fait un don de grande valeur, hier, au Jardin botanique de Montréal. Au cours d'une brève cérémonie qui s'est déroulée au pavillon Flore, sur l'île Notre-Dame, le

PAUL POULIOT

consul général du Japon à Montréal, M. Voshisuke Takiguchi, a remis soixante Bonsai, d'une valeur d'au moins \$3 millions, à Mme Justine Sentenne, membre du Comité exécutif de Montréal, qui représentait le maire Jean Drapeau.

La valeur monétaire donnée ci-dessus représente un strict minimum, car il s'agit de véritables oeuvres d'art, des spécimens rares, dont quelques-uns comptent déjà plus de 150 ans d'existence. Les sujets les plus intéressants sont dix arbres miniatures. Les autres sont des azalées Bonsai. Les arbres peuvent être cultivés à l'extérieur durant l'été, tandis que les azalées sont des plantes d'intérieur, du moins sous notre climat rigoureux.

Plantes en contenant

Mais, qu'est-ce au juste qu'un «Bonsai»? Il s'agit tout simplement d'un arbre ou d'une plante cultivée dans un contenant. C'est donc une petite plante, mais qui dégage la même impression de beauté, de majesté qu'un arbre de taille normale, qui a poussé

dans son habitat naturel. Le mot Bonsai signifie «planté

dans un plat». Contrairement aux plantes en pot ordinaires, qui sont cultivées pour la beauté de leurs feuilles ou de leurs fleurs, chez les Bonsai c'est l'harmonie des formes de la plante, son heureuse association avec le contenant, l'expression esthétique de l'ensemble que l'on recherche avant tout.

Les personnes qui ont eu la bonne fortune d'admirer les Bonsai exposés lors des Floralies intérieures, au Vélodrome du Parc olympique, ne sont pas prêtes d'oublier la profonde impression de ces petits arbres, dont la hauteur ne dépassait pas deux pieds, dans plusieurs cas, mais qui présentaient les mêmes caractéristiques des arbres altiers que l'on rencontre dans les régions montagneuses.

Grâce à la combinaison de plusieurs techniques, taille, émondage, compression de tronc ou de tige par l'enroulement d'un fil métallique, et de soins constants, plus une ambiance favorable (lumière, arrosage, température, humidité), on arrive à donner à un arbre la forme désirée. Cela prend beaucoup de temps, de prudence et de patience. Il ne faut pas croire qu'il s'agit là d'obtenir uniquement une plante rabougrie, au contraire. Le but de la méthode Bonsai, qui a été créée au Japon il y a déjà près de 800 ans, c'est de cultiver un arbre minuscule mais sain, vigoureux, capable de survivre longtemps. La caractéristique principale d'un Bonsai, c'est d'être l'expression réaliste, vivante, des diverses caractéristiques d'un arbre qui pousse en milieu naturel, bien qu'il a été cultivé dans un environnement artificiel.

Poursuite au nom de deux Haïtiens mêlés aux incidents du parc Ste-Bernadette

Même si la Commission de police du Québec, dans son récent rapport sur le sujet, avait conclu que les policiers de la CUM tout en manquant de contrôle personnel dans les circonstances, n'avaient pas fait preuve de discrimination ou de racisme, ce sont deux des choses que la Commission des Droits de la personne a invoquées, hier, pour inscrire une poursuite de \$6,766 contre cette même CUM et douze de ses agents.

Tous auraient été mêlés, les uns plus intimement que les autres, à certains incidents qui s'é-

taient déroulés, le 20 juin 1979, au parc Sainte-Bernadette de Rosemont et dans le voisinage et les mettant en présence d'un groupe de Haïtiens.

Par son procureur, Me Robert Senay, la Commission réclame ces dommages pour MM. Molière Théard et Léger Jean-Louis, qui auraient été les plus régulièrement insultés et sérieusement malmenés, au cours de cette soirée particulièrement perturbée.

On demande pour eux à la fois des dommages corporels, moraux, matériels, et même exemplaires, comme le permet la loi.

Erratum

Dans l'édition du 30 mai de LA PRESSE, sous le titre «Programmes d'indemnisation prolongée pour propriétaires d'automobiles», nous pouvions lire que dans le cadre de programmes mis sur pied par les sociétés Ford et Chrysler et par

LA SAISON EST OUVERTE

Grand-maman Grimaux: vivre et mourir à Terre des hommes

Depuis l'ouverture de l'Expo 67, Marcelle Grimaux, 72 ans bientôt, n'a jamais manqué une seule journée sur les îles enchantées. «Je peux le jurer sur mon âme», proclame cette

LILY TASSO

femme que tout le monde à Terre des Hommes appelle affectueusement «Grand-maman Grimaux». Car elle est devenue pour tous, au cours des ans, un symbole de continuité et de fidé-

Aussi cette invitée très spéciale hier, à l'ouverture de la 13e saison de TDH, a-t-elle été séré-

nadée et fêtée comme une reine par les nombreux artistes venus donner un avant-goût de la gaieté qui accueillera sur les îles les visiteurs.

Grand-maman Grimaux ne se souvient pas d'autres fêtes inaugurales aussi endiablées que celle qu'offrait hier le restaurant italien, où les rythmes fougueux d'Italie rivalisaient avec ceux, plus enragés encore, de Cuba. Son seul regret: que le maire Drapeau n'ait pas été là pour qu'elle l'embrasse parce qu'elle s'est juré de le serrer dans ses bras.

«Pour moi, M. Drapeau est un dieu, c'est le roc de Gibraltar; personne ne peut entamer cet

homme», poursuit cette Québécoise native de Madagascar où elle a passé les 36 premières années de sa vie et qui s'est établie à Montréal après quelques années passées en France.

Grand-maman Grimaux ne s'attendait pas à pouvoir se rendre à cette 13e ouverture de Terre des Hommes, car il y a une semaine à peine, elle était hospitalisée pour s'être cassé la figure en tombant. Mais les points de suture à son nez sont oubliés devant la joie de vivre de nouvelles aventures.

Ce qui attire grand-maman Grimaux? Le site, la sérénité, le fait de pouvoir quitter la ville avec tout ce qu'elle a de moderni. «J'ai trouvé une famille ici à l'Ile Ste-Hélène, ainsi qu'à l'Ile Notre-Dame et à La Ronde, des gens qui me téléphonent et qui m'écrivent constamment», dit-

Cette passion pour Terre des Hommes, grand-maman Grimaux voudrait la faire durer toute l'éternité. Aussi a-t-elle consulté son notaire pour que ses cendres soient enfouies là, dans un endroit secret, afin qu'elle ne manque jamais le rendez-vous annuel des îles de l'Expo 67.

Mais avant de reposer en paix, elle entend profiter au maximum de cette saison exceptionnelle, jumelée aux Floralies, qui vient d'être lancée.



Installations inutilement uxueuses

Lors de la période olympique, rien n'était trop beau pour l'administration Drapeau qui a profité des Jeux pour «acquérir des installations inutilement luxueuses et exception-

MICHEL GIRARD

nelles» comme le Bassin olympique, le Centre Claude-Robillard, le Centre Etienne-Desmarteau, sans parler des «installations superflues» comme les fontaines, les dalles de promenade, le Viaduc de la rue Sherbrooke.

Ces installations, qui sont sans aucune mesure avec les exigences olympiques et les besoins réels de la ville, représentent bien pour la Commission Malouf les abus que les autorités de la ville ont consacré à l'esthétique et à la grandeur dans la réalisation des Jeux olympiques.

Aménagé au coût de \$25 millions, le Bassin olympique n'est plus aujourd'hui qu'un éléphant blanc puisqu'il est très peu utilisé pour ses fonctions. Le Centre Etienne-Desmarteau a englouti un investissement de \$11,6 millions, soit exactement le double de ce qu'il aurait coûté s'il avait été construit uniquement en fonction des besoins de la ville de Montréal. Quant au Centre Claude-Robillard et à ses installations sophistiquées, la facture fut très douloureuse parce qu'elle a grimpé à \$52,4 millions, soit environ trois fois et demi les prévisions initiales de \$15 millions. Et le Viaduc de la rue Sherbrooke, qui permet de se rendre au Parc olympique, à partir du Jardin botanique, du Golf municipal ou du Village olympique, a lui aussi fait l'objet d'une facture douloureusement

proportionnelle à sa vocation de «Viaduc-exposition» (déterminée par le maire Drapeau): \$12 millions au lieu des quelque \$3,5 millions de l'estimation ini-

Causes des écarts

L'une des principales causes expliquant les écarts considérables entre les prévisions initiales et le coût à la fin des Jeux olympiques repose sur le fait qu'aucun des quatre projets «n'a été conçu et réalisé dans le cadre des «Jeux modestes» préconisé par le maire Drapeau lors de l'obtention des Jeux».

Selon la Commission Malouf, cela a entraîné conséquemment l'acceptation de concepts et de matériaux dispendieux et perde répondre aux «extravagances des fédérations internationales et des autres organismes impliqués».

Faute d'une définition claire par la ville des besoins lors de la planification initiale de ces installations, il a été impossible par la suite de déterminer «des programmes d'exécution optimisés et des estimations réalistes» et de mettre sur pied des «mesures de coordination et de contrôle adéquates».

Dans le cas du Bassin olympique et du Centre Claude-Robillard, les décisions tardives des autorités de la ville et celles du COJO dans la mise en marche des projets ont eu pour effet de réaliser la construction de ces installations sportives dans des limites de temps économiquement défavorables tout en laissant, de plus, libre cours à de très nombreuses modifications et additions jusqu'à la toute fin.

Pressés par le temps, la ville de Montréal et le COJO n'avaient finalement pour seul objectif que de terminer les installations à temps pour l'ouverture de la XXIe Olympiade, et ce «sans se soucier de ce que cela devait coûter». «Il va de soi, ajoute-t-on dans le rapport Malouf, que le contexte de très forte inflation et de saturation du

marché de l'époque n'a pas été sans aggraver la situation en contribuant, dans une large mesure, à l'augmentation des

La complaisance de la firme ABBDL

En cherchant à minimiser les prévisions de coût des centres Claude-Robillard et Etienne-Desmarteau, lors de la commission parlementaire du 22 janvier 1975, l'administration du maire Drapeau et le mandataire-coordonnateur de ces projets, la firme Asselin, Benoit, Boucher, Ducharme, Lapointe, Inc. (ABBDL), ont induit en erreur les membres de l'Assemblée nationale et la population en géné-

La Commission Malouf reproche de plus au mandataire-coordonnateur d'avoir «démontré une attitude plus complaisante que professionnelle en n'incluant que quatre pour cent pour les imprévus dans son estimation de novembre 1974, pour le Centre Claude-Robillard.»

Normalement, les firmes professionnelles ajoutent un pourcentage variant entre 10 et 15% pour les imprévus. Si cela n'a pas été fait, c'est parce que la firme ABBDL avait reçu un «ordre» des autorités de la ville de respecter les prévisions de \$40 millions, comme coût «final» du Centre Claude-Robillard.

Au cours de la commission parlementaire du 22 janvier 1975, le représentant de la firme ABBDL a répondu au député Claude Charron (maintenant «ministre» du déficit olympique) que cette estimation (\$40 millions) contenait une forte marge pour les imprévus. La Commission Malouf a réussi à établir une preuve à l'effet que le mandataire-coordonnateur ABBDL avait en main à cette période-là les plans nécessaires pour présenter aux membres de l'Assemblée nationale une estimation d'environ \$50 millions au lieu de \$40 millions:

PETROLE SUITE DE LA PAGE A 1

les discussions.

Leitch a dit que cela n'était pas le cas. «J'ai accepté puisque M. Trudeau doit quitter le Canada pour un certain temps et qu'il ne pourra rencontrer M. Lougheed avant le mois de juillet» a souligné M. Leitch. Il répondait ainsi à M. Lalonde pour qui cette prolongation était une manifestation d'un «léger progrès» dans

Le ministre Lalonde a dit pour sa part, que les deux parties étaient encore loin de s'entendre mais que la chose était encore possible. Visiblement fatigué et déçu, il a indiqué qu'il avait soumis deux offres à son vis-à-vis albertain mais que les deux ne semblaient pas satisfaisantes.

«C'est la nature des offres qui compte a répliqué M. Leitch un peu plus tard, la quantité ne m'impressionne pas». Les deux hommes ont refusé de donner auelque précision que ce soit sur ces propositions, notant simplement qu'une d'elle comportait un élément de péréquation entre les provinces.

L'écart entre le prix mondial et le prix canadien demeure le point de divergence le plus important entre les deux gouvernements. Celui du partage des bénéfices ainsi que l'imposition d'une taxe à l'exportation sur le gaz ne sont pas négligeables pour autant.

Pendant que l'Alberta veut se rapprocher du prix mondial du pétrole, soit \$35 plutôt que le \$14.75 du marché domestique, Ottawa continue de dire que celui-ci est artificiellement élevé. On veut bien réduire l'écart, dit M. Lalonde, mais non pas suivre le rythme de progression s'il se poursuit à celui des dernières années.

Pour Edmonton il est impérieux d'accrocher le prix canadien à ceux du marché mondial pour qu'il progresse à la même vitesse, même s'il n'y a pas égalité. Le pétrole que nous vendons doit être remplacé par des approvisionnements qui coûteront plus cher à produire, dit M. Leitch, en notant que d'ici à 11 ans les reserves «conventionnelles» de sa province seront épuisées.

A son avis, le prix de l'Opep

est celui du marché, puisque même les nations qui ne participent pas à cette alliance des pays producteurs comme le Mexique, la Grande-Bretagne ou la Norvège pratiquent les mêmes prix. Quant à la taxe fédérale sur le gaz M. Leitch a soutenu que son gouvernement s'y opposait par principe, les richesses naturelles étant du ressort des provinces.

Réfutant les allégations de ceux qui le disent inflexible, M. Leitch a expliqué que les négociations actuelles étaient en réalité la poursuite de celles amorcées avec le gouvernement Clark. Nous sommes alors partis du prix mondial pour descendre aux propositions que nous avons fait connaître lorsque nous étions sur le point de signer une entente avec M. Clark, a-t-il noté. Devons-nous maintenant repartir du prix mondial pour témoigner de notre flexibi-

«Nous avions alors cédé beaucoup a poursuivi M. Leitch, nous n'avons plus rien à donner mais nous sommes prêts à faire des changements à l'intérieur de ce cadre. Nous pouvons apporter des modifications au calendrier des hausses par exemple, a expliqué le ministre, mais nous devons obtenir le même bénéfice net.

S'insurgeant devant les questions des journalistes qui comparaient sa façon de négocier à celle des Mexicains ou des Arabes, M. Leitch a dit que cela était une insulte à sa province.

Le ministre a souligné que l'Alberta vendait toujours son pétrole à moins de quarante pour cent du prix mondial et que ce faisant elle contribuait des milliards de dollars à l'économie canadienne. Cette vente à rabais se poursuit depuis les années 73, a-t-il dit.

Répliquant aux affirmations du gouvernement fédéral à l'effet que le prix albertain était par ailleurs supérieur à celui du marché mondial entre 1950 et 1973, M. Leitch a dit que les Américains l'achetaient alors autant que le Canada et que cela n'était pas une faveur de leur part.

On ne peut plus espérer revenir au «bon vieux temps» des bas prix qui prévalaient avant la naissance de l'Organisation des pays exportateurs de pétroles a conclu M. Leitch.

VACANCES

SUITE DE LA PAGE A 1

groupes. Pour le photographe, on a même joué à «saute-papier»! On a remis tous ses livres, on

fait du rangement, on écrit au tableau. Les moins chanceux reviendront, lundi, chercher un bulletin, faire un dernier adieu. Mais en général, c'est aujourd'hui que les jeunes quittent leur école, qui après un dernier examen au secondaire, qui après un dernier baiser à la

maîtresse. Pour les petits, les vacances c'est encore l'inconnu, c'est un peu intemporel. Ce n'est pas encore le «soulagement» et la

«libération» que racontent les plus grands, eux qui ont l'impression de retrouver enfin la vraie vie.

Et les autres

«Et vos mamans, elles ont hâte aux vacances?» Un grand «oui» unanime (et quelque peu surprenant), en première année. «Elle a hâte de ne plus faire de lunches.» «Elle va trouver de l'aide pour faire garder le bébé». «Elle a hâte d'être à la campagne.»

Il y a d'autres mères qui voient venir les grandes vacances avec plus d'appréhension: celles qui travaillent à l'extérieur et qui doivent «s'organiser» pour que lesjenfants soient en sécurité pendant leur absence.

Celles, aussi, qui passeront l'été en ville, comme les autres saisons, et qui auront deux fois plus de travail à démêler les chicanes d'enfants, à désennuyer les désoeuvrés, etc.

Et les enseignants? Une légère mélancolie, peut-être, à quitter un«bon groupe d'élèves ou un parfait soulagement quand on avait un groupe difficile... Mais, en général, on ne boude pas les vacances, même si, pour certains, elles signifient cours de perfectionnement et recycla-

On recommencera à neuf, en septembre.

Entre-temps, à six ans comme à 15, on se sera bien amusé, on aura fait des découvertes. On se sera peut-être un peu ennuyé aussi, ne sachant plus trop quoi faire, par moment... Et l'on aura hâte de revenir à l'école, connaître sa nouvelle maîtresse («J'espère qu'elle sera aussi fine que Monique»), voir ses nouveaux compagnons.

Mais entre la Saint-Jean-Baptiste et la Fête du travail, c'est la grande parenthèse. C'est la période privilégiée des enfants et adolescents. Devenus adultes, ils continueront de rêver à leurs vacances d'écoliers, à cette reprise de possession de leur temps que la vie de travail n'açcorde que chichement.

le gouvernement fédéral, certains moteurs de modèles fabriqués entre 1974 et 1980... pouvaient être réparés gratuitement. Or, seules les voitures fabriquées entre 1974 et 1977 (inc.) sont visées par cette offre de réparation gratuite.

VENTE DE RÉACTEURS NUCLÉAIRES

Ottawa réclame des règlements internationaux uniformes

OTTAWA — Le non de la non-prolifé-gouvernement ration nucléaire, de une politique uniforme d'exigences préalables à la vente de réacteurs nucléaires.

de notre bureau d'Ottawa

C'est ce qu'a indiqué hier le ministre des Affaires nucléaires à la suite de la nouvelle parue dans LA PRESSE selon laquelle le Canada et les Etats-Unis n'ont pas été en mesure de dissuader l'Allemagne et la Suisse, au

canadien a entrepris vendre une usine des discussions avec d'eau lourde et un quelques pays alliés réacteur nucléaire à dans le but d'obtenir l'Argentine. Ces deux contrats, d'une valeur globale de \$2 milliards, ont été conclus sans engagement de la part du gouvernement argentin, de se conformer à l'accord international sur la

> La Commission de l'Energie atomique du Canada tentait depuis quelques mois de vendre un réacteur Candu à l'Argentine, mais le gouvernement de ce pays a finalement préféré transiger avec l'Alle-

non-prolifération.

magne et la Suisse dont les exigences étaient moins grandes au chapitre de la nonprolifération.

Le ministre McGuigan a déclaré qu'il s'agissait là d'un véritable problème pour le Canada, et il a ajouté que le but du prochain ambassadeur canadien au désarmement, dont la nomination doit être annoncée sous peu sera de veiller à ce que de telles situations ne se reprodui-

sent plus. «J'ai signé un accord à ce sujet avec les États-Unis lors de la visite à Ottawa de M. Vance, et j'ai eu

des discussions depuis avec d'autres pays», a-t-il indiqué, en refusant néanmoins de préciser les noms des pays en question.

Le contrat conclu par l'Argentine avec la Suisse et l'Allemagne était de \$290 millions plus élevé que celui proposé par le Canada, mais le gouvernement argentin a justifié son choix en accusant l'Energie atomique du Canada d'avoir fait preuve de mauvaise gestion et de retards injustifiés dans la construction du premier Candu

acheté du Canada.

L'ACDI veut plus d'argent pour répondre aux situations de crises

OTTAWA — Le président de l'Agence canadienne de développement international, M. Marcel Massé, estime que le Canada devra doubler la partie du budget de l'organisme allouée aux situations d'urgence, s'il désire répondre aux crises de plus en plus nombreuses dans les pays du Tiers-Monde.

GILBERT LAVOIE de notre bureau d'Ottawa

Témoignant hier devant le Comité parlementaire de la Défense et des Affaires extérieures, M. Massé a révélé qu'il lui est impossible de faire modifier le budget pour l'année en cours (près de \$30 millions), mais qu'il entend demander au cabinet de doubler ce montant pour l'année fiscale 1981-82. Il a signalé que l'on compte actuellement 700,000 réfugiés en Somalie seulement, par suite de la sécheresse et de la guerre dans ce pays, et que l'on en retrouve des groupes imposants en Ouganda, au Tchad, en Amérique centrale et dans le sud-est asiatique. «Quand on examine la situation dans ces pays là, on se rend

compte que la situation n'a guère de chance de s'améliorer au cours des années à venir».

L'an dernier, la partie du budget de l'ACDI consacrée aux situations d'urgence n'était que de \$18 millions, mais le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, Mme Flora MacDonald, avait réussi à faire débloquer des fonds supplémentaires de \$10 millions au cabinet. M. Massé a acquiescé hier aux propos de Mme Mac-Donald, qui a signalé qu'il faudrait dorénavant doter l'ACDI de budgets suffisants, de façon à ce que l'organisme ne soit pas forcé d'aller quémander des fonds au cabinet dans les situations de crises internationales. En attendant, M. Massé a fait savoir qu'il tenterait de voir dans quelle mesure on pourrait récupérer une partie des budgets des programmes bilatéraux et multilatéraux de l'ACDI, pour répondre efficacement aux situations d'urgence. «\$28 millions c'est peut-être

que \$28 par personne», a-t-il signalé.

Retombées économiques

Sur un autre sujet, le président de l'ACDI a défendu l'aide bilatérale «liée» du Canada, qui engage le pays récipiendaire à acheter ses services et ses équipements au Canada. Il a déclaré que le contribuable canadien doit être en mesure de constater les retombées économiques de l'ACDI au pays, si on veut qu'il supporte un budget encore accru d'aide aux pays du Tiers-Monde. «Là où ça crée des problèmes, c'est quand l'industrie canadienne est moins compétitive que celle des autres pays. Mais s'il y a une perte de 10 p. cent à cause de ce facteur, il faut tenir compte du fait que la population canadienne sera peutêtre disposée à appuyer des budgets plus élevés à cause de leurs retombées économiques et qu'en définitive notre contribution réelle au développement du Tiers-Monde sera plus élevée, a-t-il ex-

ment la perception du droite.

travail de l'ACDI M. Massé a reconnu que la réputation de l'organisme laisse parfois à désirer, et il a annoncé que l'agence procèdera sous peu à un sondage pour connaître les inquiétudes et les exigences des contribuables à ce chapitre.

M. Massé a par ailleurs refusé d'emboîter le pas au critique conservateur Doug Roche, qui suggérait que le gouvernement accorde plus de liberté à l'ACDI dans l'élaboration de ses programmes d'aide, de facon à éviter les pressions des autres ministères comme les Affaires extérieures et l'Industrie et commerce. «Il est sûr que j'aimerais avoir une liberté totale, mais il faut reconnaître que la politique d'aide doit faire partie d'une politique globale du gouvernement, et que l'ACDI n'est que l'un des instruments du Canada non - gouvernementaux, en déclarant que la qualité de ces organismes était de pouvoir offrir une aide beaucoup plus personnalisée, et qu'il ne désirait pas en faire de nouvelles petites ACDI, en distribuant Concernant juste- l'argent à gauche et à

Ryan opposé au retour de Bourassa

M. Claude Ryan est personnellement opposé à un retour de M. Robert

Bourassa en politique



juin à la page A 16.

est assorti à l'article D.

encore trois ou quatre

beaucoup d'argent,

mais si vous avez un

million de réfugiés

(l'Afrique en compte

plus d'un million à

elle seule) ça ne fait

savoir hier le président du Parti libéral du Québec, M. Larry Wilson.

Au cours d'une entrevue téléphonique, M. Wilson a affirmé que M. Ryan avait fait savoir à la direction de ce parti dans circonscription d'Outremont, où M. Bourassa songerait à se présenter, que l'ancien premier ministre devrait libéral «attendre un peu».

Egalement président de l'Association libérale d'Outremont,

impsons ...

ERRATUM

Veuillez prendre note de la correction

suivante pour l'annonce de Simpsons

parue dans La Presse du mercredi 18

Meubles capitonnés en cuir: l'article C

provinciale avant M. Wilson s'est dit avaient émis une opid'accord. «Ce n'est pas un moment oppor-C'est ce qu'a fait tun pour effectuer un retour», a dit M. Wilson, en expliquant qu'il avait parlé à

plus de 20 membres

de l'association qui son.

nion semblable. Si M. Bourassa choisissait de se présenter malgré tout, «nous ne pourrions l'empêcher de le fai-

re», a ajouté M. Wil-

LA GALERIE DE LA CARPETTE ORIENTALE A LE PLAISIR D'ANNONCER

ENCAN PUBLIC SPÉCIAL

CARPETTES ET TAPIS ORIENTAUX NOUÉS MAIN

L'HÔTEL RÉGENCE HYATT (SALLE CARTIER) LE VENDREDI 20 JUIN 1980 À 20H30

INSPECTION: 19h00 À 20h30 (LE SOIR DE L'ENCAN) «IL FAUT LE VOIR POUR LE CROIRE»

 CHOIX DE PLUS DE 200 PIÈCES . TOUS LES TAPIS SONT FAITS À LA MAIN ET IMPORTÉS D'IRAN, DU PAKISTAN, DE L'AFGHANISTAN, DE ROUMANIE, DU SIN-KIANG CHINOIS ET DE RUSSIE. NEUFS, ÂGÉS ET SEMI-ANTIQUES.

. VASTE CHOIX DE DIMENSIONS, COMPRENANT DES TAPIS DE PASSAGE. MOTIFS RECONNUS À TRAVERS LE MONDE, AGEN-CEMENTS DES PLUS BELLES TEINTES.

. TOUS CES TAPIS SONT CHOISIS ET CUEILLIS PAR NOUS PRIVILÈGE D'ÉCHANGE EN TOUT TEMPS CLAUSE DE REMBOURSEMENT

ZAKIR YOUSAF GALERIE DE LA CARPETTE SHUJA BASHIR ORIENTALE 5218, CH. QUEEN MARY MONTRÉAL, QUÉBEC TEL.: 428 4604



Encore mieux... NOTRE SOLDE DE JUIN COMMENCE



Confection canadienne

3 PIÈCES POUR HOMMES

Tissu mélangé poly-laine importé

Prix cour. \$200

Pour l'homme à la page et bien dans sa peau. Serge polyesterlaine, gilet, épaules fantaisies... Une silhouette des années 80. Un des modèles de notre

Confection canadienne. Épaules élégantes

COSTUNE 3 PIECES POUR HOMMES 100% LAINE

Prix

LE COSTUME AUX ÉPAULES ÉLÉGANTES. Le costume de style Nouvelle-Angleterre pour l'homme élégant. 100% laine peignée, nouvelle forme d'épaules et revers dans les nouveaux tons et modèles 1980 (rayures, tweeds et chevrons). Tous nos modèles viennent de notre stock.



MASTER CHARGE VISA



cour. \$225

RETOUCHES AU PRIX COUTANT

HEURES D'OUVERTURE LUNDI-MERC DE 9H À 18H JEUDI ET VEND. DE 9H À 21H SAMEDI DE 9H À 17H

474 OUEST, RUE SAINTE-CATHERINE • CENTRE COMMERCIAL ROCKLAND

FERNAND ROY

vice-président exécutif

JEAN SISTO

éditeur adjoint

YVON DUBOIS directeur de l'information
MARCEL ADAM éditorialiste en chef

Les demi-vérités de MM. Bérubé et Léonard

La façon la plus efficace d'«orienter» la vérité est l'utilisation des demi-vérités. C'est pourquoi cette technique a été adoptée depuis longtemps par la gent politicienne. Et depuis que les débats à l'Assemblée nationale sont télévisés. cette technique a pris une ampleur étonnante. Incidemment, il faudrait toute une équipe de recherchistes pour «compléter» la vérité dans les déclarations ministérielles faites au cours de la période des questions seulement. Car une demi-vérité est souvent un mensonge à 80 pour cent.

Le ministre québécois de l'Énergie et des Ressources, M. Yves Bérubé, a déclaré à l'Assemblée nationale il y a une dizaine de jours que «le gouvernement fédéral avait signé une entente avec le gouvernement du Québec pour un projet explicitement aux lles-de-la-Madeleine. Il s'agissait, a poursuivi le

ministre, de financer l'implantation de l'infrastructure portuaire dans l'environnement immédiat des mines de sel. » Et M. Bérubé ajoutait: «Il me fera plaisir d'abord de déposer ce document confidentiel du ministère de l'Expansion économique régionale (MEER). »

Il faut se rappeler que l'avantveille de cette déclaration de M. Bérubé, le ministre du MEER, M. Pierre De Bané, avait refusé une subvention fédérale de \$10 millions pour ce projet de mine de sel et avait été accusé par M. Bérubé de rupture de contrat. Les téléspectateurs ont sûrement approuvé ce jour-là le ministre Bérubé lorsqu'il s'est écrié avec une noble indignation: «Il ne fait aucun doute que les signatures des ministres fédéraux sur des documents officiels ne valent pas cher.» Et voilà. Le petit numéro de propagande antifédéraliste avait été

parfaitement exécuté. Au détriment, bien sûr, de la vérité «complète».

En réalité, l'entente signée par le fédéral est une ententecadre qui s'étend sur la période 1974-83 et porte sur les infrastructures industrielles en général, et sur l'aménagement de parcs industriels de pêche en particulier, pour les régions du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des lles-de-la-Madeleine. Il n'est pas du tout question de mine de sel. Quant au document «confidentiel», ce n'est qu'un «document de travail» de 35 pages portant sur le projet de mine de sel. Il conclut que «le projet est viable mais très sensible à des baisses de prix éventuelles et à des coûts de production ou d'investissement plus élevés que prévu qui entraîneront une baisse sensible du taux de rentabilité». Comme il s'agit d'une entreprise d'État on peut prévoir qu'il en sera ainsi. Le

document précise en outre que ce projet créerait 133 nouveaux emplois aux lles-de-la-Madeleine. Voilà les faits.

S'il y a vraiment eu rupture de contrat il faudra que le ministre Bérubé dépose des documents «confidentiels» plus pertinents. Le gouvernement fédéral fait suffisamment d'erreurs authentiques sans lui en imputer de fausses sous prétexte tacite de mousser l'option séparatiste. À cet égard le ministre d'État à l'Aménagement, M. Jacques Léonard, a pris la relève de son collègue Bérubé en affirmant mardi que le ministre du MEER, M. De Bané, «donne des miettes sans jamais nous accorder le pain». Ce sont des afrirmations gratuites indignes d'un ministre. Car, depuis sa création en 1969 jusqu'à l'an dernier, le MEER a déboursé \$427 millions pour subventionner 3,276 projets dont 60 pour cent au Québec.

Pourtant l'économie du Québec ne représente que 20 pour cent de l'économie canadienne. Pour des «miettes» c'est assez impressionnant. M. Léonard a sans doute un appétit gargantuesque pour lequel un pain n'est qu'une «miette globale».

ROGER LEMELIN

président et éditeur

Le ministre Léonard oublie de toute évidence que son gouvernement a créé en 1977 son propre MEER sous le sigle OSE (Opération solidarité économique). Or, en dépit de la perspicacité et du sens de la prévision de son gouvernement, les deux principaux programmes de OSE ont déjà épuisé en moins de trois mois les fonds alloués jusqu'en 1981. Ce qui a pour résultat de retarder l'exécution d'une centaine de projets. En outre, si l'on considère que son gouvernement a un déficit budgétaire de \$2.3 milliards, on pourrait conclure à la manière Bérubé-Léonard que cela constitue une

rupture de contrat électoral pour un «bon gouvernement».

Que peut-on penser des propos de ces ministres? Ou bien ces messieurs n'ont pas la rigueur intellectuelle pour occuper leur poste; ce qui est peu probable. Ou bien ils poursuivent l'entreprise de démolition du fédéralisme dans l'esprit des Québécois. Comme ceux-ci ont dit majoritairement NON à leur option dans 95 des 110 circonscriptions électorales, il faut reconnaître que ces ministres entreprennent un travail d'Hercule. Ils n'ont donc pas de temps à perdre. Mais il faut convenir également qu'avant d'être péquistes ils sont ministres pour tous les Québécois, et qu'à ce titre ils doivent être «condescendants» pour cette majorité de profanes qui n'ont pas accès aux documents pour connaître «confidentiels» la vérité.

IVAN GUAY

Horreurs déshonorantes de la surpopulation en Asie

Les massacres qui dépeuplent présentement les provinces de Mizoram, Manipur, Assam et surtout Tripura, au nord-est du sous-continent indien, ont été qualifiés de «sans précédent dans l'histoire de l'Inde indépendante» par le ministre indien de l'Intérieur, M. Sail Singh.

On assiste véritablement à un embouteillage de population. Les Asiatiques se marchent littéralement les uns sur les autres et des hécatombes s'ensuivent. On parle de cadavres affreusement mutilés qui flottent à la dérive sur les rivières. Selon un témoin, le célèbre massacre de My Lai au Vietnam, en 1968, n'était rien comparé à l'enfer que vit la population de Tripura.

Pour comprendre ce qui se passe, il importe de situer le théâtre de ce qu'il faut bien appeler «la pire explosion de barbarie» de notre époque. Cela nous amème au fond du golfe du Bengale, sur un débris de territoire indien dont l'un des appendices s'enfonce comme un glaive provocant entre le Bangladesh et la Birmanie.

C'est dans cette sorte de culde-sac à l'est des bouches du Gange et du Brahmapoutre que furent refoulés, lors de l'épouvantable révolution au Bangladesh il y a huit ans, des centaines de milliers de réfugiés de culture bengalie et de religion tantôt hindoue, tantôt musulmane. Ces réfugiés forment aujourd'hui plus de 70 pour cent de la population des provinces indiennes qui les ont accueillis. Plus précisément, la province de Tripura compte 1,300,000 immigrants originaires du Bengale occidental et du Bangladesh (ex-Pakistan oriental) contre seulement 500,000 autochtones de langue et de traditions homogènes et rattachés à l'Inde depuis des siècles.

En moins de dix ans, les immigrants ont mis en minorité les autochtones des provinces de ce secteur, ce qui a naturellement créé une situation qui ne pouvait que devenir explosive.

Comme pour empirer les choses, il se trouve que les autochtones sont de religion chrétienne, et de ce fait, en rivalité avec les religions hindoue et musulmane. «Nous sommes devenus des réfugiés dans notre propre pays», s'est écrié un jeune rebelle récemment.

Selon les autorités fédérales de l'Inde, le mouvement autochtone hostile aux immigrants n'est formé que de quelques milliers de jeunes activistes, mais ce mouvement semble avoir réussi à mobiliser un nombre impressionnant de sympathisants, surtout dans la province de Tripura. Les rebelles récla-

ment l'arrêt de toute immigration et la déportation d'un trop-plein de population devenue culturellement menaçante pour eux. Les autochtones craignent en effet de perdre leur identité propre si l'État continue à laisser s'infiltrer les étrangers.

Or, l'État marxiste de Tripura ne se sent guère appuyé par la minorité autochtone. Aussi, se cherche-t-il une nouvelle base politique chez les immigrés, ce qui envenime encore davantage les rapports avec les autochtones.

La situation semble sans remède. Un groupe de jeunes Indiens (apparemment plus nombreux qu'on ne veut l'admettre) ont pris le maquis pour défendre une identité qu'ils jugent menacée à très court terme. Ils massacrent sans merci des immigrants que l'État a le devoir de protéger. La masse de la population fuit et se trouve menacée de famine dans les repaires où elle se terre.

Ce genre de drame est devenu courant en Asie, continent où les populations débordent les unes sur les autres. Les tragédies que pareil drame engendre illustrent un fait qu'on a peine à avouer: la famine et la faim rendent l'homme semblable à la bête, et ce quel que soit le vernis de civilisation qui le recouvre.

JEAN PELLERIN

JE VOUDRAIS QUELQUE CHOSE POUR LE GROS GIBIER!

Droits réservés

Impossible de prendre Love Canal pour un amour de canal

L'homme descend du singe et l'imitation est la loi qui gouverne les sociétés. Sans doute cette thèse est-elle en partie fausse. Mais dans combien de cas ne trouve-t-elle pas son application?

Regardons ce qui se passe aux États-Unis. Et voyons ensuite ce qui arrive au Canada. Tous les scandales, tous les événements spectaculaires dont sont témoins nos voisins trouvent leur écho ou leur réplique au Canada.

Quand l'ex-président Nixon a été étranglé par le scandale du Watergate, on s'est diligemment cherché des «Watergate» au Canada. Il est vrai qu'on s'en est cherché aussi ailleurs dans le monde. Les Américains font école. Vous vous souvenez aussi de «Three Mile Island», cette centrale nucléaire qui, l'an passé, a causé tout un émoi et chassé toute une population par ses débordements?

Au Canada, le contrecoup de ce désastre a été immédiatement ressenti par les apôtres de l'énergie nucléaire. Une source d'énergie qui était, la veille, saluée comme une béatitude devenait soudainement digne de tous les opprobres.

Encore une fois, il est vrai que d'autres pays voués à l'énergie nucléaire, la Suède notamment, ont vivement réagi à l'accident de «Three Mile Island».

Tout le monde a entendu par-

ler de «Love Canal», dans l'État de New York, ce dépotoir où des familles entières ont construit leur nid, véritable foyer des pires infections? Eh bien! il nous faut, à nous aussi, notre «Love Canal». Nous allons le situer à Mercier ou à Sainte-Julie de Verchères. Il y a mieux encore. Il appert que depuis que le Mont St. Helens aux États-Unis crache le feu, le Mont-Royal n'est pas tranquille. Une voyante m'a même dit ceci: «Le 4 juillet prochain, anniversaire de la proclamation de l'Indépendance des États-Unis, le Mont-Royal va cracher le feu.» Pour bien montrer que si un volcan américain peut se réveiller, un ancien volcan canadien peut encore faire mieux...

Soyons sérieux pendant quelques minutes et, tout en faisant la part du feu (si on peut dire), sachons ne pas nous abuser sur le sens de l'avertissement servi, par la voix des media, par les organismes voués à la protection de l'environnement. Que disent-ils? Ils nous avertissent que la chimie empoisonne le sous-sol et l'eau, et il n'y a malheureusement aucune raison de penser que l'alerte est lancée pour rire. Deux sites sont signalés comme particulièrement dangereux: Mercier et Sainte-Julie de Verchères.

Que jette-t-on dans ces dépotoirs, dont l'un, celui de Sainte, Julie, est municipal? «Ce sont des huiles usées, des hydrocarbures chlorés, des solutions phénoliques, des acides, des mercaptants, des polymères, des insecticides, des pesticides et des boues provenant du nettoyage des réservoirs. Ces produits peuvent causer diverses maladies graves et il est établi qu'un certain nombre de citoyens de Mercier ont déjà bu de l'eau contaminée par les infiltrations du site d'enfouissement.»

Le profane reste bouche bée devant des révélations pareilles. C'est comme si on lui disait: «Vous ne le saviez pas, mais le terrain de golf que vous fréquentez depuis 1972 est miné. C'est un miracle que vous soyez encore vivant.»

Le profane se demande quelle est, dans ces révélations soudaines, la part de la sensation cultivée pour elle-même et la vérité. La vérité «vraie» est probablement double. D'une part, il est vrai que la chimie empoisonne l'environnement. D'un autre côté, pour supprimer les dangereuses bavures dues au progrès, il faudrait des sommes astronomiques. Quand on n'a pas d'argent pour corriger un mal on essaie de l'oublier. Mais il ne disparaît pas pour autant. (L'assainissement de Love Canal, à Niagara Falls, N.Y. est estimé à \$300 millions.)

GUY CORMIÉR

DANS LA PRESSE ANGLOPHONE

Extraits puisés dans les journaux de langue anglaise et traduits par la Presse Canadienne.

Drapeau devrait démissionner

Le maire de Montréal, M. Jean Drapeau, a eu ce que plusieurs soupçonnaient qu'il méritait: il a été écorché vif par la Commission Malouf pour la part qu'il a prise au fiasco financier des Jeux olympiques de 1976.

Le maire de Montréal porte une grande part de responsabilité dans le fardeau que les Montréalais devront payer pendant plusieurs années pour rembourser le coût additionnel des Jeux. M. Drapeau a fait de cet événement un monument à sa propre vanité, et à un ego qui n'a pas profité des leçons administrées par les problèmes d'Expo 67 ou par l'échec de son propre restaurant de luxe...

Les Olympiques devaient être modestes. Comment oublier l'affirmation de M. Drapeau selon laquelle il était aussi impossible pour les Olympiques d'être déficitaires que pour un homme d'avoir un bébé? Quand finalement les Jeux ont commencé, il y a quatre ans, leur coût était passé de \$120 millions à \$1.3 milliard — c'est-à-dire dix fois le coût

Ce qui est plus important, la Commission Malouf a mis au jour tellement de corruption et de malversations que des accusations criminelles pourraient s'ensuivre. M. Drapeau, même s'il n'a pas été directement impliqué dans des activités illégales, était en fait le directeur du projet, puisque c'est lui qui supervisait toutes les phases de l'opération.

A plusieurs reprises, les Montréalais ont accordé à M. Drapeau un vote de confiance. Il a été récompensé pour avoir donné à la ville son métro et son équipe de baseball, ses immeubles de verre du centre-ville et sa course automobile Grand Prix. Mais aujourd'hui il ne mérite aucune récompense, et s'il avait une once de repentir, il démissionnerait immédiatement. Le 9 juin.

«The Ottawa Citizen» Les pourparlers

La rencontre du Premier ministre Trudeau avec les Premiers ministres des provinces a
démontré que le cheminement
vers le renouvellement de la
Constitution ne sera pas sans
embûches. Il reste à réconcilier
des intérêts, des ambitions et
des aspirations divers; les concepts de nation, de droits civils
et de libertés démocratiques
seront réexaminés et peut-être
même redéfinis.

Ilfaudra certainement plusieurs mois de négociations ardues avant que ces tâches soient réalisées, et il faudra peut-être attendre plusieurs années avant que le Canada en ressente pleinement l'impact. Mais quel que soit le résultat final des pourparlers provinciaux-fédéraux, quel que soit finalement le verdict de l'histoire, on peut trouver un encouragement dans le fait que les efforts en vue de renouveler la Constitution sont de nouveau en marche. (...)

«The Toronto Star»

Trudeau a tort: le Québec est une nation

Le Premier ministre du Canada, Monsieur Trudeau, a reçu les 10 Premiers ministres des provinces pour discuter constitution et leur proposer un calendrier très serré. Ce faisant, Monsieur Trudeau réalisait une promesse préréférendaire de convoquer le plus tôt possible une conférence sur la constitution et de voir à ce que les choses aillent vite.

Indépendamment de toute partisanerie politique, beaucoup de Québécois avides de changements constitutionnels avaient vu dans cette promesse une bonne façon de faire évoluer le dossier politique de la province sans cautionner la souveraineté du Québec...

La question que je désire poser à mes concitoyens qui ont voté NON pour faire «bouger les choses à l'intérieur de la confédéramaintenant ou vous attendiez-

vous à ce qu'il offre d'autres ouvertures?

Pour moi la question demeure posée aux Québécois qui ont cru et qui croient en M. Trudeau comme locomotive de progrès constitutionnel! Etes-vous plus en accord avec le fait de négocier un grand pays pour un seul peuple ou seriez-vous plus en accord avec M. Trudeau s'il proposait de faire aux deux peuples fondateurs une place égale dans notre confédération? Etes-vous en accord avec M. Trudeau qui désire faire autant d'efforts pour protéger la minorité anglophone de Montréal qui n'a aucune chance d'être assimilée dans la mer francophone du continent qu'il en fera pour protéger la minorité francophone de Calgary qui n'a aucune chance de s'épanouir pleinement autrement que comme communauté tion» est la suivante: Vous atten- marginale? Etes-vous en accord diez-vous à ce que Monsieur avec les visées centralisatrices Trudeau agisse comme il le fait que semble toujours manifester M. Trudeau ou préféreriez-vous

un Trudeau qui offrirait aux provinces le pouvoir de contrôler les leviers importants de sa politique culturelle, économique et sociale? Si vous croyez que les Québécois forment l'un des deux peuples de ce pays, si vous croyez que le Québec a le droit de se doter de lois efficaces pour affirmer sa langue officielle, si vous croyez que le Québec (comme les autres provinces) doit avoir le contrôle des leviers de ses politiques culturelle, économique et sociale, et si vous avez voté NON dans le but de faire évoluer la cause du Québec au sein de la confédération, je vous suggère de vous assurer que Monsieur Trudeau pense comme vous. Cet homme est porteur d'un mandat en blanc que vous avez signé et vous pourriez vous retrouver pour encore cent ans dans une maison dont vous ne voulez pas et, ce qui est pire pour moi, m'y entraîner au nom de la majorité!

> Paul DESROSIERS Sainte-Thérèse

A tous les Canadiens du Québec,

Au cours de la dernière campagne référendaire on a tenté de vous faire croire que votre non



Pierre Elliott-Trudeau

faux: votre non était antiquébécois et procanadien. En effet, M. Trudeau affirme que vous avez rejeté la notion de deux nations en votant non et que vous avez plutôt décidé qu'il n'y en a qu'une au Canada, soit la nation canadienne, et qu'une minorité de cette nation est francophone. Québécois, vous n'existez donc plus, vous êtes maintenant Canadiens de langue française.

Sachez aussi que, comme le dit Claude Savoie dans sa biographie de Trudeau(1), c'est cet homme vouant au Québec une haine incommensurable et un mépris immense que les Anglo-Canadiens ont utilisé pour mater le Québec et le mouvement nationaliste du Québec. Et c'est à lui que le Québec a fait confiance pour son avenir. Celui-là même qui nie l'existence de cette nation...

Cet homme considère comme non négociable l'enchâssement des droits linguistiques dans la future constitution. Cela signifie

que la loi 101 ne serait plus applicable car tout Canadien pourrait recevoir l'enseignement en anglais ou en français là où le nombre le justifie, notamment pour les anglophones du Québec et certaines régions limitrophes du Québec.

Il est temps que les Québécois se réveillent et cessent de se faire endormir par cet homme que l'on fait passer pour être des nôtres et qui nie notre existence. M. Trudeau n'a rien d'un Québécois, est qu'un Canadien né au Québec, qui parle français de par son père mais qui fut élevé par sa mère, Grace Elliott.

Un seul peuple, une province comme les autres, une minorité linguistique, la négation de notre identité québécoise, voilà ce que notre non a dit à M. Trudeau et au Canada anglais qu'il représente.

> Pierre LANGLOIS Trois-Rivières

(1) Les crises de Pierre Elliott Trudeau. Claude Savoie. Ed. Guérin, 222 pages.

Hubert Sacy répond à Claude Forget

J'ai pris connaissance, dans LA PRESSE du 14 juin, des «questions» insidieuses et bourrées de sous-entendus relativement à la Commission Keable qui ont été posées par le député libéral de St-Laurent, Claude Forget, au ministre de la Justice en commission parlementaire. Je tiens à apporter des réponses à celles qui me concernent directement.

1. J'ai travaillé, à titre de recherchiste et de responsable des communications à la Commission Keable, à compter du mois de juillet 1977. Pour ce faire, j'avais demandé et obtenu un congé sans solde de mon employeur, la Centrale de l'Enseignement du Québec.

2. Le 31 mai 1978, la Commission Keable a interrompu ses activités et fermé ses bureaux, en attendant le jugement de la Cour suprême du Canada, qui, on s'en souviendra, n'avait pas autorisé la poursuite de l'enquête avant de rendre son jugement final. Mon intention de repren-

dre mes fonctions à la CEQ a d'ailleurs été mentionnée dans un article paru dans «Le Devoir» de ce 31 mai 1978 sous la signature de Alain Duhamel.

3. J'ai repris mes fonctions à la CEQ à l'été 1978.

4. A la suite du jugement final de la Cour suprême du Canada, le commissaire Keable, qui tentait de reconstituer l'équipe de la commission, m'a demandé si j'étais disponible pour reprendre mon poste. J'ai dû répondre par la négative étant donné, d'une part, que la convention collective des permanents de la C.E.Q. ne permet pas à un employé de prendre un congé sans solde deux années consécutives, et d'autre part, à cause de la proximité des négociations dans le secteur public et du rôle que j'étais appelé à y jouer. Le directeur général de la C.E.Q. pourra confirmer ces faits et les conventions collectives des employés de la C.E.Q. sont déposées au ministère du Travail.



tendre que la Commission Kea-

ble ne m'a pas gardé à son em-

ploi à cause d'un article paru

dans la chronique de Marc Lau-

rendeau, dans LA PRESSE, en

octobre-novembre 1979, soit... 15

Claude Forget

mois après mon départ de la commission. Je ne vois vraiment pas par quel genre d'acrobatie intellectuelle M. Forget en arrive à insinuer que j'aurais pu révéler à M. Laurendeau des informations que j'ignorais et avoir été remercié par la commission pour ce motif 15 mois avant d'avoir posé un geste. L'absurdité des insinuations de Claude Forget saute aux yeux. Elles sont tellement grotesques qu'elles se passent de tout commentaire additionnel.

6. Ce n'est pas la première fois que des insinuations sont faites à mon égard. À deux ou trois reprises, par le passé, toutes sortes de bobards ont circulé et ils se sont tous avérés plus débiles les uns que les autres. J'ose toutefois espérer que ce sera la dernière. Enfin, la décence élémentaire m'empêche de dire publiquement ce que je pense de Claude Forget.

> **Hubert SACY** Québec

Salut, Haiti!

Encore une fois tu es à l'honneur! Tout le scandale dont tes généraux, présidents et banquiers du sous-développement ont été l'objet en ton nom ne suffisait pas. Tous tes torturés de l'ignorance et de la faim, tes boat-people, tes rejetons aux yeux tristes, tes morts silencieux, anonymes. Ça ne suffirait pas.

On ne peut se passer de toi parce que l'évocation même de ton nom a quelque chose de magique pour les uns, subliminal pour les autres. Les politiciens à bout d'arguments pour faire accepter l'inacceptable, tolérer l'intolérable ont abusé de toi sans vergogne dans leurs cérémonies d'exorcisme. Ils l'ont fait sans ménagement et sans respect aucun, piétinant délibérément tout système de référence aux éducateurs que tu leur as envoyés; tes médecins qu'ils ont gardés; tes hommes d'affaires, tes administrateurs, tes technocrates qui participent tant bien que mal à cerner leur chômage. Il fallait livrer aux foules hystériques des arènes, des fauves et des victimes. Tu as fait les frais de la fête. On t'a servie tout cru à la table des convives chauves en complets sombres et cravattes rayées. Convives assoiffés au visage épais, au rire vulgaire.

Aujourd'hui la fête est finie. Le cirque cruel est passé avec ses fauves repus. A la prochai-

Pourtant, tout ce que l'on semble vouloir te reprocher a été un simple exercice de leur propre rapport de forces avec une grande partie de la planète. Ta situation, humiliante pour toi, apparemment indésirable pour eux, ils l'ont inventée, soutenue, défendue avec leurs hommes, leurs armes, leurs dollars et leurs mots. Beaucoup de mots et de décorations. Des mots de techniciens, de politiciens-hommes d'affaires qui font des affaires et d'hommes qui sont des affaires. La dictature avilissante qui te meurtrit depuis plus de vingt ans, corollaire de ton sousdéveloppement, est imposée par la petite minorité qui gouverne des Rocheuses à la Cordillère et qui y trouve son compte. Elle est entretenue avec l'argent de tous les travailleurs, le travail subtil de leurs techniciens appuyés par cette armée d'anonymes qui apparaissent et disparaissent sous des couvertures apparem-

ment fantaisistes, coiffés de si-

Une nouvelle version de l'His-

toire des années 1915 a vu le jour

dans LA PRESSE sous la plume

d'Attila ERGENEKON (numéro

du 28 mai, page A7, sous le titre

gles soigneusement inventoriés. Tu es cernée de partout, tu le sais. Tes enfants sont trop voyants pour se perdre dans leurs foules anonymes: les plus visibles pour payer la traite de leurs exubérances... Dire qu'ils ont appris à lire dans leurs livres, à partager leurs églises leurs drogues et leurs couches! Tout cela est très amer.

Tes enfants vont continuer à errer et à souffrir. A connaître l'humiliation. Non pas seulement parce qu'ils sont Noirs: ça serait trop facile! Les Cubains, les Brésiliens, les Argentins et autres Latino beaux et blancs s'en seraient sortis depuis longtemps. Parce que simplement le rapport de forces sous sa forme la plus abjecte et la plus rétrograde joue encore en faveur du même groupe depuis quatre siècles. Mais tout cela est historique donc provisoire.

En attendant oublie les Seigneurs que tu croyais avoir rencontrés. Des caricatures d'hommes à l'échine souple, au rictus malfaisant comme il y en a beaucoup chez toi et ailleurs. C'est tout.

Et puis des Seigneurs? Y en at-il jamais eu?...

F. GIVEY

Saint-Lambert

M. Charles David

LA PRESSE Cher confrère, Jamais l'opinion internationa-

le ne s'est autant penchée sur notre petite République d'Haïti. Pour elle (c'est mon impression) ce pays vient de naître.

Il faut se dépêcher pour faire comprendre à l'opinion mondiale que Haïti n'est pas politiquement née aujourd'hui, mais qu'elle est en période de crise politique et économique grave. De pareilles crises échappent sans aucun doute aux dirigeants haïtiens actuels: misère effroyable, analphabétisme et, surtout, fuite non seulement des Haïtiens vers l'étranger mais encore de l'argent du pays. Il en résulte un désordre structurel et fonctionnel. Haïti a de quoi nour-

rir toutes ses «ouailles». En lisant vos nombreux articles sur les réfugiés haitiens, je me sens sérieusement interpellé et concerné par nos grands problèmes de toutes sortes.

Max DUBOIS, journaliste Montréal

L'école confessionnelle doit demeurer

Récemment, Mgr Paul Grégoire, archevêque de Montréal, publiait un message: «Promotion de l'école catholique». Ce message examinait le défi nouveau que pose la diversité religieuse de notre milieu. Puis, par comparaison avec l'école pluraliste ou non confessionnelle, il montrait comment l'école catholique est un lieu de cohérence. «Cette cohérence, disait Mgr l'archevêque, m'amène à demander aux catholiques du diocèse de se faire un devoir de conscience de collaborer de façon responsable à la réalisation du projet éducatif de l'école catholique de leur milieu.» Et il ajoutait: ... «J'invite les pasteurs, les parents et le personnel de nos écoles à avoir une grande estime pour la tâche qui leur revient de promouvoir ce type d'école dans leur milieu.»

Quelques lettres aux journaux ont marqué une dissidence par rapport à ce message. Les personnes solidaires de l'archevêque ont tendance à rester silencieuses. Aussi, ai-je pris sur moi d'écrire à 277 presbytères ou missions catholiques nationales du diocèse de Montréal pour demander aux prêtres qui y habitent de souscrire à la proposition suivante:

«Etant donné certaines déclarations de dissidence parues dans les journaux à propos du message de S.E. Mgr Paul Grégoire, daté du 9 mai 1980, intitulé «Promotion de l'école catholique», je déclare publiquement ma solidarité avec Mgr l'archevêque et son message.»

5. Monsieur Forget laisse en-

Sur une période de 10 jours, 180 réponses provenant de 107 paroisses ou missions m'ont été adressées, contenant la signature de 107 curés et de 97 autres prêtres, vicaires ou résidents, pour un total de 204 prêtres.

> **Bernard SIGNORI** Prêtre, curé de Saint-Zotique

Réponse à MM. Boulanger, Boutin et autres.

L'«Univers abstrait» de l'évêque de Montréal dont vous faites le procès me semble quelque peu plus concret que le vôtre. Par le temps qui court, la «Chaire de Pierre» descend davantage dans la rue que la «Raison raisonnante» sur son haut promontoire universitaire. J'ai la tentation de relancer votre propre boutade: «Comment peut-on si mal comprendre la réalité» — j'ajoute, de la foi?

Vous parlez de liberté de conscience, de liberté religieuse...

Vous auriez peut-être avantage à refaire votre traité de la liberté à la lumière de l'Évangile. Il n'y a qu'une liberté, une seule: celle de pouvoir suivre le Christ. (...) Nous n'avons pas à créer une société française, comme vous l'écrivez, mais une société chrétienne; et ce n'est pas en laissant sous prétexte de liberté, ou à cause de «silences complices» (Camus), le laïcisme s'implanter dans nos maisons d'éducation que nous y parviendrons. Savez-vous ce que veut dire le terme «éduquer»? Vous feriez bien de rouvrir «saint Thomas», il en avait une idée.

Pour avoir écrit ce que vous avez écrit, l'expérience vous fait défaut, l'expérience des écoles où il faut gagner pouce par pouce le terrain que le Christ veut conquérir. Plus profondes que les manifestations réactionnaires ou neutralisantes des hommes, nombre d'aspirations spirituelles demeurent perceptibles à qui veut voir et entendre; il serait éminemment souhaitable que tous les prêtres s'en préoccupent autant sinon davantage que bon nombre de laïcs engagés dans la suite du Christ.

Vous souhaitiez entendre la réponse d'un responsable d'enseignement religieux, la voici: et je suis d'une école nonconfessionnelle depuis nombre d'années. Je n'ai pas encore perdu mes illusions.

Jacques SYLVESTRE, o.p. responsable de l'enseignement de la catéchèse et animateur de pastorale Ecole secondaire Marie-Rose Montréal

A la suite de la parution du livre traitant du cas de l'école Notre-Dame-des-Neiges, M. Pierre-Charles Dubreuil essaie, dit-il dans sa lettre parue dans LA PRESSE du mardi 27 mai 1980, de se poser des questions d'enfants.

Me permettez-vous, monsieur Dubreuil, d'essayer d'apporter, bien simplement, quelques réponses d'enfant... d'enfant de Dieu?

Je crois que la CECM fait preuve, dans ce cas bien précis, d'un louable souci de préserver et la vérité en matière religieuse et le droit de l'enfant à cette vérité. De la même manière que les parents ont à choisir pour leur enfant la nourriture convenable au bon développement de son organisme, et à lui assurer les soins nécessaires au bon maintien de sa santé, ainsi ontils à veiller avec le plus grand soin à la nourriture qu'absorbera son âme. (...)

> Marie-Suzette BÉRUBÉ Repentigny

«A chacun sa vérité»). Après avoir effacé la réalité du génocide de plus de un million d'Arméniens des annales de l'Histoire, l'auteur de cette version inédite va jusqu'à renverser

le scénario et présente le Turc dans le rôle de victime et l'Arménien dans celui du bourreau. (...) La bibliographie complète des

persécutions, déportations, génocide des Arméniens de l'Asie mineure comprend des milliers de volumes. (...)

Comment peut-on expliquer la persistance de la nouvelle génération turque à nier la réalité même du génocide en face d'une documentation universelle et si accablante? Même la Commission des droits de l'Homme de l'ONU, au paragraphe 30 de son rapport en 1974, reconnaît ce génocide. On y lit textuellement: «Passant à l'époque contempo-

Le génocide arménien raine, on peut signaler l'existence d'une documentation assez abondante, ayant trait au massacre des Arméniens, qu'on a considéré comme le premier

génocide du XXe siècle». (...) V. HOVSÉPIAN Secrétaire Comité national arménien du Canada

A M. Attila Argenekon, qui exposait le point de vue turc dans LA PRESSE du 27 mai, je me permettrai de citer un vers de Victor Hugo: «Là où passent les Turcs, tout est ruine et deuil...»

M. Argenekon tire ses arguments de l'Encyclopédie britannique ainsi que du History of The Ottoman Empire and Modern Turkey, de Stanford Shaw. C'est son droit. Mais on pourrait, du côté arménien, citer maints titres et auteurs étrangers qui ont vu ce qui s'est passé en Turquie et qui ont tiré des conclusions tout autres: (...)

> Lucie TEINTUNIAN Montréal '

La perte du module de Musique

Aux membres du Comité exécutif et aux citoyens de Montréal

Le module Musique du Servicedes sports et loisirs de la Ville de Montréal n'est plus. Pour plusieurs citoyens, c'est une grande perte; pour d'autres, ça ne représente rien puisque plusieurs personnes ignoraient l'existence même de ce service. Ceci fait partie d'une politique de réduction budgétaire et de restructuration du Service des Sports et Loisirs. «On met la hache dans la cabane», selon l'expression populaire. On coupe des têtes et des postes; personnellement, je suis d'accord avec ce geste s'il a pour but de limiter le gaspillage, mais où je le suis moins, c'est lorsque ces coups sont portés n'importe où et n'importe com-

ment. La Ville abolit certains modules socioculturels malgré bon fonctionnement leur (musique). Par contre, d'autres sont maintenus même s'ils ne donnent presque plus de services à la population (marionnette, bricolage, etc.).

Le module Musique existe depuis près d'une vingtaine d'années (...) Le comité exécutif a décidé de le fermer faute de fonctionnaire technicien. Moi, c'est ce que j'appelle se moquer systématiquement de la population. Qu'est-ce qui est le plus important? Un fonctionnaire ou bien un module qui donne des services à la population et qui

est en parfaite santé. L'autre raison invoquée par la Ville pour justifier la fermeture du module Musique est que ce service est doublé par d'autres

organismes oeuvrant sur le territoire municipal. Cet argument est absurde puisque tous les services socioculturels et sportifs offerts par la Ville sont doublés soit par les universités, cégep, commissions scolaires, organismes privés, etc. Tous ces intervenants offrent à différents niveaux des ateliers ou cours dans des domaines très variés. Ex.: arts plastiques, ballets-jazz, photographie, théâtre, etc. D'autres facteurs ont contri-

bué à donner un dur coup au Service des sports et loisirs. L'augmentation des frais d'inscription qui a provoqué une baisse variant de 30 à 80% dans l'ensemble par rapport à l'an dernier. Certains modules étaient en mauvaise posture; ils ont eu si peu d'inscription qu'ils ne pouvaient justifier leur propre

existence. Et il y a aussi la publicité. Quelle publicité? Une publicité qu'on dit de quartier mais qui manque totalement d'envergure et de «punch»; on peut croire qu'elle est délibérément discrète et même muette puisqu'en fin de compte elle ne rejoint pratiquement personne. Malgré tout cela, le module Musique a augmenté ses services offerts à la population et c'est lui qu'on élimine, pénalisant ainsi la population d'un service dont elle a droit. Si un loisir comme la musique ne peut être maintenu dans les services d'une ville comme Montréal, on remet en question l'existence même des services de loisirs socioculturels.

Jacques GOUIN ancien responsable du module Musique Montréal

SUCCÈS INESPÉRÉ DE LA CLINIQUE CHEZ LES MINEURS DE ROUYN-NORANDA

Les examens du Mont Sinaï sur la contamination au plomb, tenus du 31 mai au 8 juin dans une clinique improvisée de Rouyn-Noranda appelée «Aux quatre vents» ont remporté un succès inespéré en raison du taux de participation exception nellement élevé des ouvriers de la fonderie à ces examens volontaires qui duraient entre trois et six heures.

Des 802 ouvriers actifs que compte la fonderie, 732 se sont présentés aux examens; cela représente un taux de participation de 92 pour cent.

A ce nombre il faut ajouter 201 retraités et mis à pied qui ont aussi été examinés, cinq contremaîtres (non syndiqués) qui ont accepté de verser \$150 pour avoir droit à ces examens, ainsi que 250 épouses et 160 enfants de mineurs qui ont subi un examen moins élaboré au Département de santé communautaire (DSC) de l'hôpital de Rouyn.

Cet examen a quand même permis d'apprendre que très peu des personnes examinées avaient subi une contamination excessive au plomb.

Dans le cas des femmes et des enfants, on a révélé immédiatement les résultats obbtenus grâce à un test appelé «ZPP» (zinc protoporphyrine). Ce test administré pour la première fois à des mineurs de la région, a été une des «vedettes» de la semaine auprès des mineurs, les médecins du Mont Sinaï leur ayant expliqué que le ZPP sert à déterminer la quantité de plomb absorbée dans le sang depuis trois ou quatre mois, alors que le test habituel de la compagnie ne mesure que le plomb accumulé depuis quelques jours.



LAVAL LEBORGNE

Epouses bénévoles

Si l'équipe du Mont Sinaï a pu examiner consciencieusement jusqu'à 44 mineurs en une seule journée, c'est grâce «à la discipline et à l'efficacité» des quelque 60 épouses de mineurs qui ont accepté d'agir bénévolement comme personnel de soutien pendant toute l'enquête, a déclaré le Dr Ruth Lilis, du Mont Si-

En pratique, chaque ouvrier a été appelé au moins deux fois par le syndicat, une première fois pour lui indiquer le jour et l'heure où il était invité à se présenter et la veille de son rendezvous, pour lui rafraîchir la mémoire.

Les épouses ont ensuite poussé leurs mineurs de maris «Aux quatre vents».

Au moins on va savoir ce qu'on a!

«Au moins, on va savoir ce qu'on a! » Ce commentaire, fréquemment fait par les mineurs qui se présentaient à l'examen, montre jusqu'à quel point les ouvriers sont convaincus qu'on leur cache des choses sur leur état de santé malgré le programme de prévention instauré par la Noranda depuis quelques an-

Quant au trésorier du syndicat, Louis Mihaly, il espère que cette enquête «amènera des modifications aux lois canadiennes et québécoises en ce qui concerne la santé au travail dans toute l'industrie minière».

Le Dr Roch Banville de Sept-Iles (un des médecins du Québec qui ont collaboré à la clinique) voit, lui, dans le succès rempor-

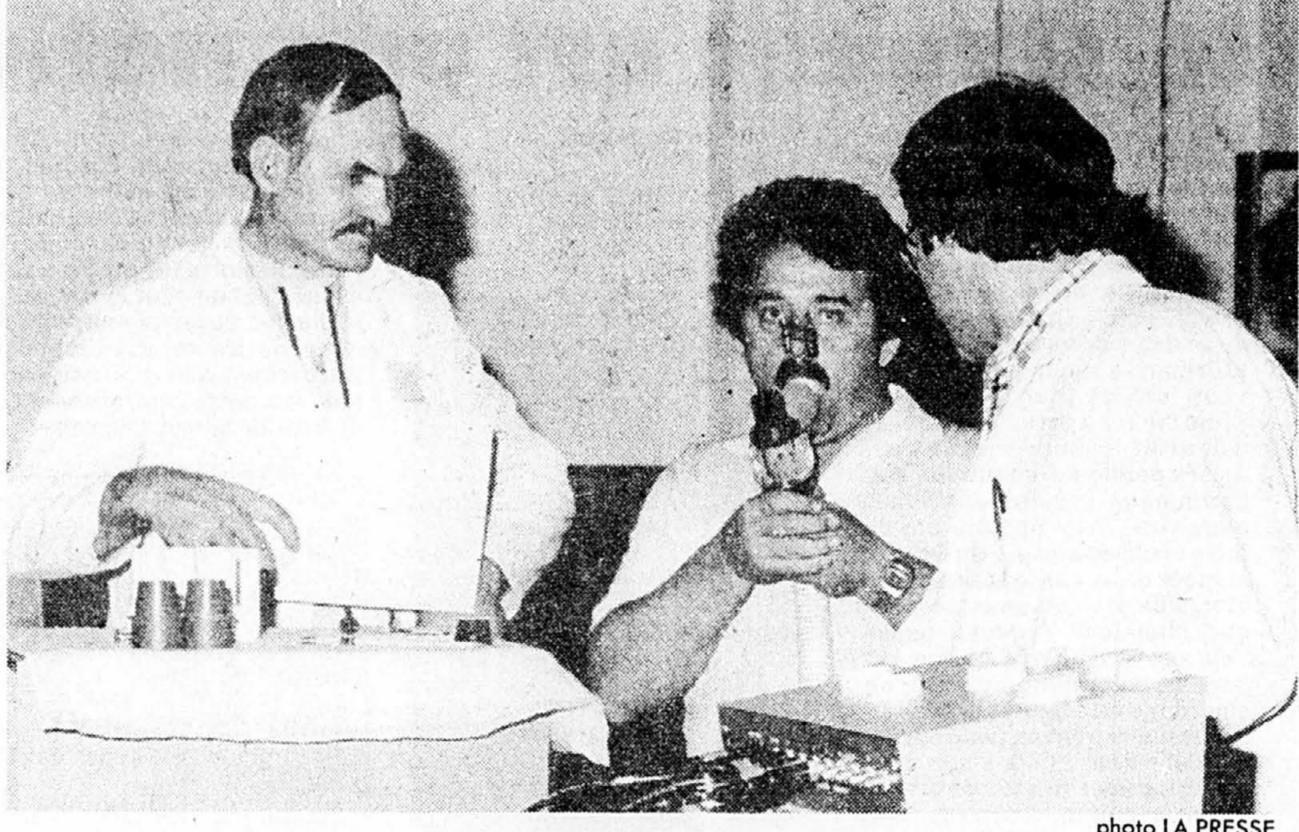


photo LA PRESSE

du Dr Selikof, les Drs Ruth Lilis

et Williams Nicholson, avaient

convenu de procéder clandesti-

nement à l'insu des compagnies

évidemment, mais aussi à l'insu

des médecins des compagnies

complètement discrédités aux

yeux des mineurs; et aussi de la

Depuis ce temps, la loi 17 a été

adoptée et la mentalité des ou-

vriers face à ces questions a

grandement évolué. L'enquête

de Rouyn-Noranda n'a donc été

que partiellement clandestine:

seul le prélèvement d'échantil-

lons d'air et de poussières à l'in-

térieur de la fonderie a été effec-

tué clandestinement au début de

l'hiver, par crainte que la com-

pagnie ne mette des bâtons dans

Approché par la CSN, le DSC

local avait pour ainsi dire le

choix de «prendre le train» du

Mont Sinaï ou de le regarder

passer. «Nous pouvions refuser

de collaborer à l'enquête ou en-

core décider de la récupérer le

plus possible, de nous en servir

comme point de départ», expli-

que le Dr Réal Lacombe, direc-

Cette participation pévoit que

le choix des examens et le conte-

nu des questionnaires demeu-

rent sous l'entière responsabilité

du Mont Sinaï; mais la direction

du DSC peut les consulter, les

discuter et participer à leur

adaptation avant qu'ils ne soient

appliqués. Il s'agit là d'un précé-

Malgré la méfiance universelle

des mineurs envers les médecins

de compagnie (méfiance qui

«déteint» sur les médecins de la

région), le DSC a obtenu d'eux

que leurs dossiers individuels

soient confiés au Centre hospita-

lier de Rouyn-Noranda. En

échange, le directeur général du

centre hospitalier, M. Jean-Luc

Gravel, s'est engagé à protéger

la confidentialité de ces dossiers

Quant aux médecins en prove-

nance des diverses régions du

Québec, ils ont accepté de jouer

un rôle assez inusité au cours des

huit jours qu'a duré la clinique.

Ils ont consacré la plus grande

partie de leur temps à faire remplir un questionnaire de rou-

tine aux ouvriers qui venaient se

faire examiner, un rôle que des

commis auraient pu accomplir.

Ils avaient quand même le

temps d'assister aux examens

des médecins de New York.

les roues.

teur du DSC.

dent.

Consentement

des mineurs

médicaux.

CAT qui l'était tout autant.

De gauche à droite, Bertrand Potvin, de la CSN, qui a organisé cette clinique spéciale, un des patients, M. Alcide Dallaire, et un technicien de l'équipe du Mont Sinaï.

«La médecine actuelle est bien en retard sur celle du Mont Sinai»

té «la mort du mythe de la compagnie-providence». «Pour lui les ouvriers découvrent de plus en plus que «les grosses compagnies qui viennent s'installer au Québec ne sont pas vraiment intéressées à leur bien-être».

Cette espèce de fatalisme, de résignation à des conditions de travail pénigles et dangereuses est en train de disparaître. On ne pensera plus que pour gagner sa vie il faut nécessairement la perdre», explique le Dr Banville.

Il espère que l'expérience acquise à Rouyn-Noranda lui permettra d'organiser de telles cliniques auprès des quelque 10,000 mineurs de la Côte-Nord, membres des Métallurgistes unis d'Amérique (FTQ-CTC).

Le Dr Réal Lacombe, du DSC, reconnaît pour sa part que la médecine actuelle est bien en retard sur la médecine du Mont Sinaï: «Le Dr Selikof procède à contre-courant de la médecine officielle. Les maladies pulmonaires sont rendues à un stade très avancé lorsque nous les détections. Selikof, lui, détecte les causes de ces maladies par le biais de ses enquêtes en milieu de travail.»

Il admet qu'après cinq ans de pratique à Rouyn, il ne savait pas que le minerai de cuivre contient du plomb, du cadmium et de l'arsenic; le Dr Selikof le lui a appris tout récemment. Il espère enfin que les jeunes médecins en viendront bientôt à s'intéresser autant sinon plus à la médecine préventive comme le fait le Mont Sinaï, qu'à la médecine curative actuelle.

Reprise des tests

A moins d'un accrochage de dernière heure, les relevés de gaz et de poussières effectués clandestinement par des ouvriers au début de l'hiver sous les instructions du Mont Sinaï reprendront bientôt, ouvertement cette fois.

C'est une firme de Québec, Envirobec, qui s'en chargera.

Une entente verbale est intervenue en avril à cet effet entre le Département de santé communautaire de Rouyn-Noranda, la société Noranda et la CSN. Le président d'Envirobec, Jacques Bolduc, s'attend à recevoir le feu vert dans quelques jours.

Un précédent

Par ailleurs, pour la première fois dans l'histoire de la médecine du travail québécoise, des organismes publics de santé ont participé officiellement et ouvertement à une enquête menée par le seul Centre de recherches sur la santé en milieu de travail, dirigé par le Dr Irving Selikof, de New York.

Il s'agit notamment du Service de la santé au travail du ministère des Affaires sociales, mis sur pied au lendemain de l'enquête sur la santé des mineurs de Thetford-Mines en 1974, et du DSC du Centre hospitalier de Rouyn-Noranda, un des nombreux centres créés par le MAS dans le but de rendre la médecine plus accessible à la population.

La participation de ces deux organismes a permis que dix médecins généralistes du Québec se joignent à l'équipe de 30 personnes (médecins, ingénieurs, techniciens) du Dr Selikof. Trois spécialistes québécois (un neurologue, un pneumologue et un épidémiologiste) ont aussi pu observer à loisir les méthodes de travail de l'équipe du Mont Sinaï.

Cependant, une partie importante de l'apppareil de santé gouvernemental n'y était pas: le Conseil de la sécurité et de la santé au travail, créé par la loi 17 pour remplacer la Commission des accidents de travail.

Différent de Thetford

Lors de la première enquête du genre, celle de Thetford-Mines, les représentants syndicaux et les collaborateurs immédiats

photo LA PRESSE

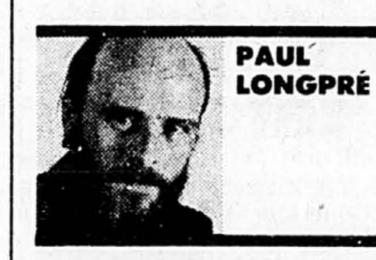
Un des travailleurs de la fonderie, M. Alriko Salva, au cours de l'examen sur la contamination au plomb.

Le Canada entre l'arbre et l'écorce

SOMMET DE VENISE

A l'occasion du Sommet économique de Venise, le premier ministre Trudeau tentera une rentrée sur la scène internationale en posant comme conciliateur entre l'Europe et les Etats-Unis face à la crise afgha-

Traditionnellement, les cinq dernières rencontres des principales puissances capitalistes ont porté sur l'économie, d'où leur appellation de «sommets économiques», mais en raison de la conjoncture politique internationale, principalement de la crise hauts foncafghane, les tionnaires qui ont préparé le Sommet de Venise, qui se tiendra dimanche et lundi, sont convenus de réserver une période de



discussion pour les questions politiques. Ce sont évidemment les chefs de gouvernement euxmêmes, au cours du petit déjeuner qui ouvrira les assises, qui décideront finalement si leurs pourparlers se limiteront aux questions économiques ou déborder ont sur le champ politique.

Fait à noter, le Canada a été le seul pays du «Club des riches» à mettre autant d'insistance sur la conjoncture politique. Selon les hauts fonctionnaires canadiens, cette préoccupation est partagée par les autres pays participants au sommet économique, mais les six autres participants (Etats-Unis, Allemagne de l'Ouest, Japon, France, Grande-Bretagne et Italie) n'ont pas jusqu'à maintenant manifesté ouvertement le même intérêt.

Selon les hauts fonctionnaires canadiens, le débat politique est inévitable et la crise afghane sera au coeur des discussions. Ce sera, en fait, la première réunion des puissances capitalistes depuis l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS. Le flottement entre les réactions américaines à la crise afghane et celles des alliés occidentaux (sans parler de la crise iranienne) ne saurait être ignoré à la table de conférence de Venise. Il est même probable que le communiqué final de la conférence en tiendra compte.

Consultation

Pris entre deux feux, le Canada se défend de vouloir jouer les arbitres dans la crise afghane. Mais les déclarations récentes du ministre canadien des Affaires extérieures, M. Mark Mac-Guigan, concernant le manque de consultation des Etats-Unis et sa faiblesse de «leadership», entérimées par le premier ministre Trudeau, indiquent clairement que ce dernier, l'un des «seniors» du club, tentera de crever l'abcès. Deux objectifs: apporter une certaine cohérence dans la position des pays occidentaux et du Japon face à la crise afghane et démontrer au bloc soviétique que les alliés occidentaux sont toujours unis sur les questions fondamentales.

Interrogé récemment par des journalistes français sur la participation canadienne au Sommet de Venise, le premier ministre Trudeau a soutenu que le Canada est trop modeste pour prétendre «porter un message» au pays participants. Il a prédit cependant que pour la première fois les questions politiques seront abordées à la table de conférence, alors qu'elles étaient auparavant l'objet de discussions informelles à l'occasion des rencontres bilatérales entre chefs de gouvernement ou lors des diners et déjeuners.

«Quel sera notre apport? Je ne pense pas qu'il soit très différent de beaucoup d'autres, mais, quant à moi, ce sera l'idée de consultation et peut-être de mécanismes de consultation.»

Dans cette même conférence de presse au «Club de la Presse» (Europe I), M. Trudeau précisait: «Face à l'invasion de l'Afghanistan, c'est la conclusion que je tire, et peut-être même face aux événements de l'Iran. C'est que les pays occidentaux et le Japon sont singulièrement divisés entre eux, qu'ils n'ont pas d'occasions de mettre ensemble leurs idées, leurs visions

politiques pour essayer d'en tirer des conclusions.»

Au sujet de la crise afghane, le ministre MacGuigan avait quant à lui déclaré, quelques jours plus tôt, que tout le monde occidental, et plus particulièrement les Etats-Unis, avaient été fautifs en ne réagissant pas, il y a deux ans, lors du renversement de régime en Afghanistan, donnant par là à entendre à l'URSS qu'elle pouvait impunément élargir son influence dans cette partie stratégique du monde.

Giscard, anti-héro

Le premier ministre Trudeau s'est par ailleurs permis de critiquer l'initiative «personnelle» du président Valery Giscard d'Estaing qui, sans consulter ses alliés occidentaux, a discuté de la crise afghane avec M. Léonide Brejnev. Comme on le sait, les résultats ont été nuls et le premier ministre Trudeau, tout en se disant favorable aux «initiatives personnelles, même à contre-courant», en a tiré des



Pierre Trudeau

conclusions au point de vue consultation. «Je ne vois pas, a-t-il dit, très grande utilité de faire des gestes de ce genre sans qu'il y ait une certaine consultation. Je ne dis pas qu'on dépend des autres, mais je dis que puisqu'on est un peu dans le même camp, ce serait bon qu'on sache les uns les autres les initiatives qui sont envisagées, mais je n'en fais pas un plat! Je trouve que si cela avait réussi, le président Giscard serait devenu un héro; comme ça n'a pas réussi, c'est plutôt un anti-héro.»

Souvent perçu en Europe comme un allié «inconditionnel» de Washington, le Canada s'est montré, par ailleurs très prudent à la suite de la prise de position des pays des Communautés européennes reconnaissant l'Organisation de libération de la Palestine comme interlocuteur avec Israël et les Pays arabes dans les négociations de paix au Moyen-Orient. A Washington, cette prise de position a été percue comme devant compromettre les fragiles accords de Camp David entre Israël et l'Egypte. Refusant de se mouiller, M. Trudeau a déclaré la semaine dernière à ce sujet: «Je suis d'accord avec la notion que les Palestiniens ont le droit de déterminer leur avenir. Quel sera cet avenir? Est-ce que ce sera dans une fédération d'Etats ou est-ce que ce sera dans une alliance avec d'autres, je n'en sais rien et je n'ai pas à le dire.»

Bien conscient de n'être que la septième des puissances du monde capitaliste du «club des riches», le Canada se prépare donc à jouer un rôle important au Sommet de Venise, dans la mesure où les discussions déborderont les questions économiques pour aborder le monde de la politique internationale. Au soir de son retour au pouvoir, M. Trudeau a insisté sur le rôle que le Canada pouvait tenir comme «pont» entre l'URSS et les Etats-Unis. Le Sommet de Venise lui donnera une première occasion de passer aux actes. Et il ne sera pas le seul. Interrogé mercredi sur l'importance de la question afghane au Sommet de Venise, le ministre des Affaires étrangères du Japon, M. Saburo Okita (l'un des délégués nippons au sommet à la suite du décès du premier ministre Ohira) a lui aussi déclaré que cette question sera au coeur des discussions. «La question est de savoir, a-t-il dit, comment nous réagirons aux futures initiatives de l'Union soviétique.»

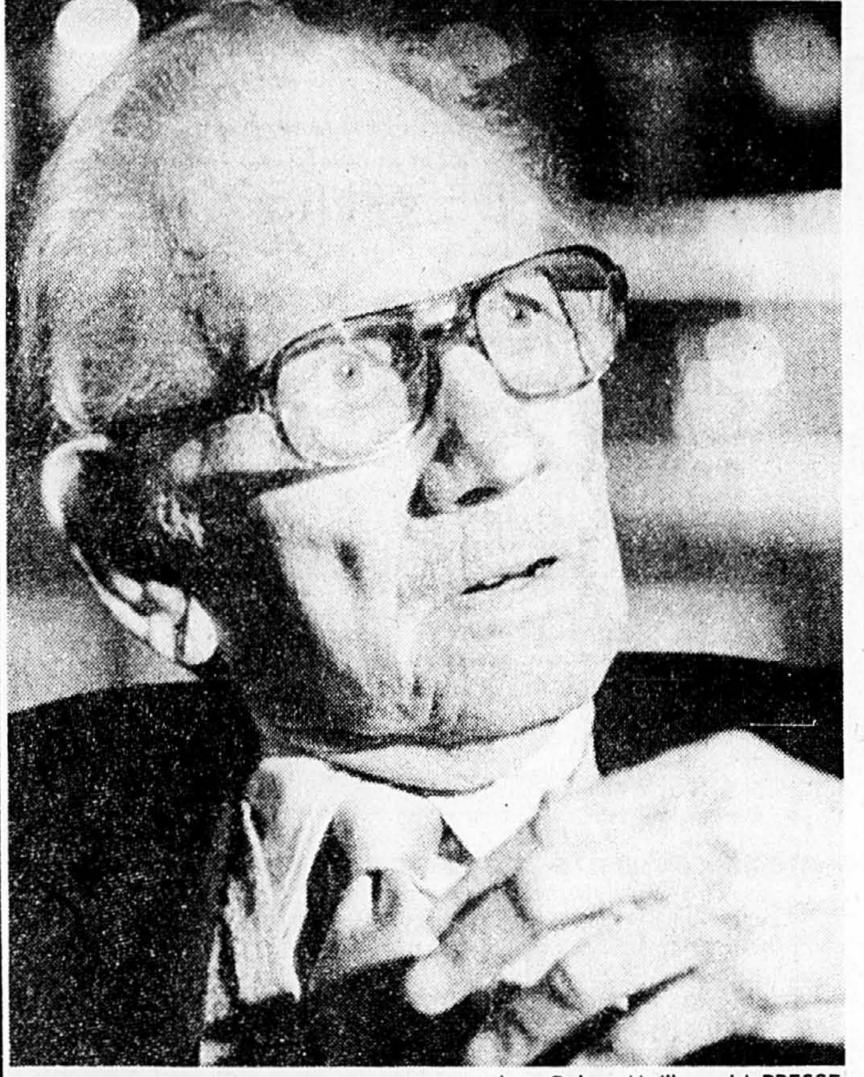
Le coût

Qui paiera pour l'enquête? En supposant que les prévisions budgétaires s'avèrent exactes, la plus grande partie des dépenses sera assumée par le Trésor américain. On évalue à \$400,000 le coût de l'opération, dont les résultats ne seront connus que dans quelques mois.

Le Département de la santé communautaire de Rouyn-Noranda évalue sa participation à \$80,000 et la CSN évalue la sinne

à \$75,000.

Les \$245,000 qui restent, c'està-dire 61 pour cent des coûts, seront payés par le Mont Sinaï, une institution financée à 75 pour cent par le gouvernement américain et à 25 pour cent par la Société américaine du cancer.



Melvyn Douglas

shows américains qu'il a achetés

le déroulement des cassettes:

de gagnées.

photo Robert Mailloux, LA PRESSE

vu de coiffeur homo dans la bou-

tique à côté. Les serveuses sont

Melvyn Douglas: à Montréal pour tourner avec Vadim

Melvyn Douglas, 79 ans, 50 ans de carrière, deux Oscars, dont un cette année pour son rôle dans Being There, de Hal Ashby, est de passage à Montréal. Le temps de tourner, en deux ou trois jours, le rôle d'un vieux faussaire dans un film réalisé par Roger Vadim, Art of Deceit.

C'est la première fois que Melvyn Douglas tourne ici, mais il a joué sur scène à Montréal «bien avant que la plupart d'entre vous soient nés», disait-il hier aux journalistes réunis au Ritz Carlton.

Pourquoi a-t-il accepté le rôle que lui proposait Vadim? Il sou-

«Ce n'était pas loin, le cachet était intéressant, je n'avais jamais travaillé avec monsieur Vadim, j'étais libre et je me sentais assez bien. Ce n'est sûrement pas le rôle le plus stimulant de ma carrière, mais c'est une expérience agréable.»

Né en 1901, Douglas est monté sur les planches à 18 ans. Quand vint le parlant, on cherchait des

acteurs capables de dire un texte. Quelques vedettes du muet n'arrivaient pas à s'adapter et sombraient dans l'oubli. Melvyn Douglas commence sa carrière cinématographique en 1931, dans un film intitulé Tonight or Never aux côtés de Gloria Swanson.



«Quand je suis arrivé à Hollywood, les réalisateurs connaissaient des tas de choses à propos du cinéma, ils savaient comment placer une caméra, mais ils étaient pitoyables pour diriger des acteurs. Absolument ignorants! Maintenant, c'est différent. Mais je n'ai plus besoin qu'on me dise comment parler ou comment bouger. Ce que

j'attends d'un metteur en scène, c'est une critique intelligente et articulée. C'est bon de pouvoir se fier au jugement de quelqu'un.»

Douglas a fait plusieurs mises en scène au théâtre, mais il n'a jamais sérieusement pensé à réaliser un film. Et pas davantage à écrire ses mémoires, comme l'ont fait nombre de vedettes. pour les bons écrivains et parce que je n'aime pas l'idée d'avoir un ghost writer. D'ailleurs, les livres de mémoires sont généralement un ramassis absolument ennuyant de mille anecdotes insignifiantes. Il n'y a que celui de Simone Signoret que j'ai trouvé très intéressant et celui de David Niven qui m'a beaucoup amusé.»

N'a-t-il jamais eu envie de changer de métier au cours de sa longue carrière, lui demande quelqu'un.

«J'ai eu de profondes déceptions et il m'est arrivé d'être sur le point de faire autre chose, mais quoi? Je ne connais que ce métier-là. J'ai commencé si jeune! »

Il n'y a que la guerre qui, pendant quelques années, l'a empêché de tourner. Il avait fait 46 films de 1931 à 1943. Il ne reviendra à Hollywood qu'en 1947, y tournera encore certainement plus d'une vingtaine de films, dont Hudqui lui a valu son premier Oscar en 1963. Et, plus récemment, on le voyait dans The Changeling, Twilight's Last Gleaming et The Seduction of Joe Tynan.

Pas question pour lui de prendre sa retraite.

«J'ai toujours été actif, il faut que je fasse quelque chose, même à mon âge. Toute expérience, si petité soit-elle, a quelque chose de rafraîchissant... C'est mieux que de regarder la télévision dans un coin. Et il y a l'inflation! >

Aura lieu, aura pas lieu, le quatrième Festival des films du monde? Aura lieu, apprenait-on hier. Mais avec un budget considérablement réduit (\$150,000 de moins que ce qui avait d'abord été prévu) et la promesse que ce sera un festival de transition. Qu'est-ce que cela veut dire? Qu'un comité tripartite, sans doute composé de Jean Fortier, de l'Institut québécois du cinéma, Pierre Shooner (Cidem) et Jean Lefebvre, du Bureau des festivals, sera vraisemblablement chargé de donner au festi-

III ANNÉE DU PLUS **GRAND FESTIVAL**

INTERNATIONAL DE

JAZZ ET DE BLUES

Plus de 60 artistes et une dizaine de grands noms

légendaires du Blues et du

Jazz seront présents en

chair et en os pendant

\$6.50, \$10.50, \$13.50 et \$15.

SOIRÉE DE BLUES ET DE

Willie Dixon, «Big Mama»

Thornton et the Chicago

Machine In, Luther Allison,

Memphis Slim, Buddy

Guy et Junior Wells.

\$6.50, \$10.50, \$13.50, \$15.50.

15% REDUCTION

pour 4 concerts

20h

JAMAIS RÉALISÉ

AU CANADA

5 jours.

18 JUILLET

NINA SIMONE

19 JUILLET

BOOGIE-SHAKER

val de l'an prochain une nouvelle orientation. Est-ce à dire que Québec, Ottawa et Montréal se donnent la main pour écarter Serge Losique, fondateur et directeur général du Festival? Il est certainement curieux que ce soit Guy Fournier, président de l'Institut, et non Losique, qui ait annoncé que le festival, en fin de compte, aurait quand même lieu cette année. Qu'en pense le principal intéressé? On le saura auiourd'hui au cours d'une conférence de presse où l'on dévoilera une partie du programme du festival (une section consacrée à la maison Gaumont, un hommage à Hitchcock, etc.)

En attendant ce festival international, un autre, plus modeste, se déroulera à Montréal. Il s'agit de la Semaine du cinéma gai qui, du 26 juin au 2 juillet, nous propose quelque douze longs métrages et autant de courts métrages. Premier film au programme: Nous étions un seul homme, du réalisateur français Philippe Vallois. Les projections ont lieu au cégep Maisonneuve.

Le tournage de la deuxième

Cage aux folles se poursuit en Italie avec Serrault, Tognazzi et Michel Galabru... Cinédessins Enrg, de Montréal, lance aujourd'hui deux courts métrages: les Voyelles du français, un film didactique de 22 minutes, et le Jour et la nuit, un dessin animé de 7 minutes... Astral Bellevue Pathé songe à tourner, pour la télévision, des films de deux heures en coproduction avec la France... Jean-Paul Belmondo sera la vedette du prochain film d'Yves Boisset, Barracuda dont le tournage commencera l'automne prochain en Amérique du Sud et dans les Caraïbes... Fermé depuis le 16 mai, le cinéma Berri (1,089 places) rouvrira ses portes en septembre et comprendra cinq salles... Le neuvième Festival international du nouveau cinéma - qui s'appelait autrefois le Festival du cinéma en 16mm — se déroulera du 1er au 10 novembre dans trois salles différentes: au Cinéma Parallèle, rue St-Laurent, à la Cinémathèque québécoise, rue St-Denis, et au Centre d'essai Conventum, rue Sanguinet.

RADIO-TÉLÉVISION

La nouvelle saison US via CTV: tétons, horions et démolitions

habillées si légèrement qu'on se demande si elles ne risquent pas la pneumonie en servant de la crème glacée. Magnum P.I.: un vétéran devenu détective rencontre des Si on veut résumer ce que la dobermans féroces, sait voler télévision américaine semune Ferrari à démarrage élec-

ble vouloir mettre au menu pour tronique et son meilleur copain, l'automne prochain, on peut utiun militaire, se fait massacrer. liser cette formule succincte: Très violent. Le pilote a coûté tétons, horions et démolitions. cher, nous a-t-on dit, ce qu'il ne CFCF, le canal 12, nous monfaudrait pas prendre pour une trait hier quelques-uns des garantie de qualité.

Enos: un flic de la campagne pour nous régaler en septembre. avec accent du sud arrive en vil-Voici quelques impressions le. Une nouture de The Dukes of hâtivement griffonnées pendant Hazzard. Comme les flics niai-It's living: genre de Charlie's Angels pour la beauté des filles, et elles sont cinq, ce qui fait deux

seux m'ont toujours séduite, on va donner une chance à Enos. Mais saura-t-il garder son innocence, sa joie de vivre et son enthousiasme parmi ses nouveaux collègues cyniques et blasés? Enos a eu le temps de dé-

Freebie and the Bean: adaptation du film du même nom. Les deux personnages principaux ont l'air intéressant, mais on semble avoir sacrifié leur sophistication potentielle à l'action traditionnelle dans les policiers. On a démoli pour \$67,000 de ba-

gnoles pour le pilote. Les maniaques qui ont comme moi lu et relu Shogunde James Clavell vont être servis à partir du 12 septembre, alors que le magnifique roman qui se déroule au 17ième siècle au Japon sera servi en tranches de trois, deux, une, une, deux et trois heures, soit six soirs de télé qui fait saliver à l'avance, épisodes qui seront présentés à l'intérieur d'une semaine (on sautera une journée pour nous permettre de sortir).

Pour ouvrir sa soirée, soit à 19h tous les soirs, CTV présentera les vieux épisodes de MASH, la série, nous a expliqué le patron Lee Hambleton, dont les cotes d'écoute risquent de faire doubler celles de CFCF. La CBC

nm Réservations: 861-0563

continuera à programmer les nouveaux épisodes de MASHune fois la semaine. C'est vrai que c'est une bonne série, mais cinq soirs de suite et toute une saison, est-ce trop?

Parmi les émissions locales: l'excellent bulletin local de nouvelles Pulse, programmé actuellement du lundi au vendredi, sera également à l'affiche les samedis et dimanches soirs à 18h. Pour trente minutes seulement toutefois, avec une bonne dose de sport le dimanche soir.

Le dimanche soir à 19h, Don McGowan fera une émission d'entrevues, mais pas en studio. Il courra la nouvelle artistique partout à Montréal, en plus de nous faire connaître différents métiers, en les pratiquant luimême.

Plusieurs séries actuellement à l'affiche reviendront. Parmi celles-ci: Hart to Hart, Taxi, Soap, Charlie's Angels et The Dukes of Hazzard.



MARCEL ROUSSEAU

du 11 au 29 juin

Montreal Trust, tel 861-8267

FRANÇOIS DUBÉ

du mardi

21 heures

au dimanche

17 JUILLET LES GRANDS ROIS DU MISSISSIPPI BLUES Tai Mahal, Sonny Terry et Brownie McGhee, Louisiana Red, Lightnin' Hop-\$6.50, \$10.50, \$13.50, \$15.50

20 JUILLET LES GÉANTS DU JAZZ. Gerry Mulligan Quartet, Woody Herman et de Young Thunderring Herd. \$6.50, \$10.50, \$13.50, \$15.

Acheter vos billets maintenant pour avoir les

meilleures places. Réalisé par: Rouè Doudou Boicel Productions Inc.

Pour information: Tél.: 861-0657 Cruichets du lundi au WILFRID-PELLETIER de mide à 21 heures. Pas de réservations téléphoniques PLACE DES: ARTS Montréal (Québec): H2X 1Z9 Renseignements: 842-2112



Bern 1594 rue St Denis

BILLETS EN VENTE

\$4~\$6.50~\$7.50

TÉLÉRÉSERVE (MONTRÉAL TRUST): UNE NOUVELLE FAÇON D'ACHETER DES BILLETS. Composez 861-5036 et réservez













du 2 juillet au 13 juillet

Pour les détails du concours, écoutez CKGM AM - CHOM FM

Billets \$15.00, 12.50 et 10.50. Sauf spectacles de 18h00 les 4, 5, 11 et 12 juillet qui sont à \$13.50, 11.50 et 9.50.

Les 2, 3, 8, 9 et 10 juillet à 20h30. Les 4, 5, 6, 11 et 12 juillet à 18h00 et 21h30. Le 13 juillet à 18h00

SALLE WILFRID-PELLETIER PLACE DES ARTS reservations telephoniques





Ste-Marguerite

1-228-2513

TÉLÉRÉSERVE (MONTRÉAL TRUST): UNE NOUVELLE FAÇON D'ACHETER DES BILLETS. Composez 861-5036 et réservez vos billets en donnant votre nom et votre numéro de carte VISA

861-3988 (ligne directe)

sortie 69 de

des Laurentides

l'autoroute

Billets en vente

Centre Culturel

du Lac Masson.

414 Baron Empain

et au Montreal Trust, tel: 861-8267

CIM

GENESIS:

Plus qu'un simple orage de décibels

que Peter Gabriel a

quitté cette formation

à laquelle il avait

donné l'aspect théâ-

tral qui lui avait valu

Le spectacle donné

tant de popularité.

au Forum, le groupe britannique Genesis, formé de Tony Banks (claviers), Phil Collins' (chanteur et batterie) et Michael Rutherford (basse et guitare). ainsi que le batteur Chester Thompson et Daryl Stuermer

DENIS LAVOIE

Genesis n'a pas besoin d'afficher son nom en grosses lettres au-dessus de la scène du Forum. Le groupe britannique éclate bien plus en musique qu'en images, surtout depuis

par ce groupe hier soir au Forum n'a pas été un simple orage de décibels. Les spectateurs,

enthousiasmés sont demeurés rivés à leur siège, capturés par le complexe enchevêtrement musical que s'ingénie à créer Genesis. Le public n'a pas été provoqué et est demeuré plus sage qu'à l'habitude. Il a assisté au spectacle comme s'il s'agissait

d'une messe.

«Ce soir nous allons jouer les vieilles et de nouvelles chansons», a annoncé le chanteur Phil Collins qui avait inscrit sur un bout de

1313, rue Bélanger

BO DIDDLEY lusqu'à dimanche





vert tous les jours!







papier ses présentaquérir un public de tions qu'il devait faire fidèles fanatiques, dont beaucoup de en français. C'est cependant lorsqu'il a Québécois. lancé «Bonne fête

Québécois» que Col-

lins a soulevé le plus

d'enthousiasme de la

Je n'avais jamais

vu le groupe sur une

scène, et j'ai été con-

quis par son énergie

et le talent de chacun

de ses membres.

C'est d'ailleurs par

ses spectacles que

Genesis réussit péni-

blement mais vigou-

reusement à se con-

part de la foule.

Le groupe n'a pas besoin d'un décor flamboyant ni de gadgets pour se mettre en valeur. C'est sa musique qui perce, à travers de savants éclairages dosés juste à point pour rehausser le ton dramatique.

La venue du groupe à Montréal a été saluée par la plupart des stations radiophoniques rock.

Subventions de \$1.6 millions à 44 musées

OTTAWA (PC) - Les Musées nationaux du Canada ont annoncé mercredi des subventions au total de \$1.6 million à 44 musées et institutions du même genre.

Le musée d'anthropologie de l'Université de la Colombie-Britannique recevra \$200,000; le Royal Ontario Museum \$165,000; le McCord Museum de Montréal \$150,000, la section des musées du ministère des Affaires culturelles du Québec \$100,000 et les provinces de l'Atlantique \$33,500 pour une tournée sur l'histoire naturelle à l'intention des tout-petits.

L'octroi au ministère des Affaires culturelles du Québec est destiné à la formation du personnel des musées; les boursiers pourront étudier à l'étranger s'ils le veulent.

L'Association des musées du Québec recevra un octroi de \$21,000 pour des colloques de deux jours sur la formation professionnelle, colloques que l'on a commencé à tenir l'an dernier.







7:20; 9:25.





LARA WENDEL **EVA JONESCO** MARTIN LOEB KARIM

Oe GRAND FILM

CHÂTEAU: 1:10; 4:30; 7:50; * GREENFIELD: sam. à mar. 1:00, 4:20, 7:40; Sem. 6h et 7h40. * LAVAL et VERSAILLES: sam. à mar. 1h, 4:25; 7:50. Sem.: 6h05 et 7h50.

AUX CINES!

LAVAL 1 CENTRE LAVAL 688-7776 ST DENIS ET BELANGER 271-1103 GREENFIELD PARK 1 VERSAILLES 1

S'ils ont vraiment tout ce que ça prend, ...ça va prendre tout ce qu'ils ont!



Metro-Goldwyn-Mayer Presents An ALAN PARKER Film "FAME" Written by CHRISTOPHER GORE Produced by DAVID DE SILVA and ALAN MARSHALL

YORK

Directed by ALAN PARKER ORIGINAL SOUNDTRACK ON RSO RECORDS DOLBY STERED LAISSEZ-PASSER

L'AFFICHE

READ THE FAWCETT PAPERBACK NON ACCEPTES 1:25; 3:55; 6:25; 9:00 1487 STE-CATHERINE D. 937-8978 Guy

GAGNANT DE L'OSCAR DU MEILLEUR ACTEUR DE SOUTIEN MELVYN DOUGLAS PETER SELLERS SHIRLEY MacLAINE POUR TOUS

"Being There." LaCité 3

rien ne peut

les sauver!

En ce vendredi 13,

3:00; 5:00; 7:00; 9:00; 24 heures!

1h, 3h, 5h, 7 Sem.: 7h et 9h

6:55; 9:15.

18 ANS

Une comédie irrésistible | TI ANS UGO TOGNAZZI MICHEL SERRAULT la Cage aux Folles

Le PARISIEN 2 2e ANNÉE! Arrête de ramer, t'es sur le sable

AUSSI: 2e GRAND FILM EN COULEURS

Sam. à mar.: 12:30; 4:05; 7:40; Sem., 6h et 7:40.

1:10; 2:55;

4:40, 6:25;

8:10; 9:50

Col bleu le jour, bambocheur la nuit!



PANAVISION READ THE BANTAM BOOK A PARAMOUNT PICTURE

DES AUJOURD'HU!!

CLAREMONT 5038 SHERBROOKE 0. 483-7395 DORVAL 1

260 AVE DORVAL 631-8586

LaCité 1 3575. AV. DU PARC 844-2829

Cinéparc DOLLARD 2 TRANS-CANADIENNE S. 55 684-8442 La CITE: sam. à mar., 1:10; 3:40; 6:15; 8:50 — Sem. 6:15 et 8h50. * CLAREMONT: 1:30; 4:00; 6:30; 9:00. * DOR-VAL: SAM. à MAR. 1:10; 3:45; 6:20; 8:55 - Sem. 6:20 et 8h55. * CINÉ-PARC DOLLARD: Les portes ouvrent à 7h30 - Le spectacle débute au crépuscule.



CENTRE LAVAL 688 7776 GREENFIELD PARK PL 671 6129

Pour regarder «loin dans le passé et haut dans le ciel»

De plus en plus de gens consacrent une partie de leurs loisirs à regarder loin dans le passé et haut dans le ciel. Deux nouveaux outils viennent d'être mis à la disposition de ces curieuses et curieux à l'occasion du lancement, hier, de deux livres édités conjointement

DENIS DION

par Québec Science Éditeur et la Fédération québécoise du loisir scientifique. Il s'agit de «Cherchons nos ancêtres», de Michel Langlois, et «Devenez astronome amateur», de Jean Vallières. Ces deux volumes font partie de la nouvelle collection «Faire», qui, de l'avis de son directeur, M. Félix Maltais, se veut une série de livres de «recette» favorisant la pratique d'activités de loisir scientifique. M. Maltais a ajouté lors du lancement que la collection devrait compter d'ici à quelques années entre 12 et 15 titres touchant divers secteurs et que de nouveaux livres seront lancés l'automne et le printemps prochains.

Dans le cas des livres lancés hier, «Cherchons nos ancêtres» devrait aider les

amateurs de généalogie (ils seraient près de 20,000 au Québec) à se forger des méthodes de travail et de recherche pour mener à bien leur enquête, à apprendre comment écrire et illustrer la biographie de leurs ancêtres, à s'y retrouver dans le dédale des sources à consulter. A cet égard, l'auteur, M. Michel Langlois, a souligné qu'il avait voulu faire un livre à la portée de tout le monde, un livre comprenant notamment une liste d'adresses utiles à connaître lorsqu'on se lance à la quête d'informations sur la vie des prédécesseurs.

Pour sa part, M. Jean Vallières, auteur de «Devenez astronome amateur», a indiqué que son livre poursuivait deux buts principaux: fournir de l'information de base aux personnes désireuses de s'initier à l'astronomie et donner des moyens pratiques aux gens qui ont déjà pris goût à l'astronomie et qui veulent pousser plus loin leur observation du ciel étoilé. M. Vallières a de plus signalé que c'était la première fois qu'au Québec, un livre consacré à l'astronomie contenait en totalité du matériel exclusivement québécois, les photos ayant été notamment fournies par des astronomes amateurs d'ici.







La démolition du Ste-Marie donne lieu à une poursuite

OTTAWA (PC) Six descendants du Montréalais John Donegani ont inscrit en Cour supérieure une action contre les jésuites, leur réclamant de l'argent pour la vente d'un terrain ayant appar-

tenu à leur ancêtre. M. Donegani avait cédé un terrain de ce qui est maintenant le centre-ville de Montréal aux jésuites, en 1846, à la condition

qu'ils y construisent un collège.

Quelque temps plus tard, effectivement, le collège Sainte-Marie était bâti.

Mais le contrat prévoyait aussi que ses héritiers devaient se partager 12,500 livres, sont environ \$60,000 à l'époque, si le collège était dé-

Le collège Sainte-Marie fut démoli en 1976, laissant un lot

"CE FILM FIGURE DEJA PARMI LES 18ANS

'Une oeuvre pleine de subtilités,

profondément poétique et partaite-

CHEFS-D'OEUVRE DE FELLINI.

Federico

Fellini

PROVA

D'ORCHESTRA

RÉPÉTITION D'ORCHESTRE

FASCINANT UN DES MEILLEURS FILMS DE FASSBINDER

ment maîtrisée.'

vacant d'une valeur d'environ \$3 millions.

Selon les avocats des descendants, les \$60,000 doivent maintenant être ajustés aux prix actuels.



MARIAGE: sem. 7:15, som. 7:15, dim. 3:30, 7:15, mardi ferme. REPETITION: sem. 9:30, sam. 5:45, 9:30, dim. 2:00, 5:45, 9:30, mordi ferme. CINÉ-THÉÂTRE D'ÉTÉ II fait touiours beau pour magasiner dans les **ANNONCES** CLASSEES AVEC LÉO MUNGER et NORMAND LEVESQUE la presse 285-7111





Augmentation des prix sur Deutsche Grammophon



Dompierre: Piano Concerto: Harmonica Flash. Boivin-Beluse, Garden, Montreal Symphony, Dutoit. 2531 265.

A partir du ler juillet le prix de liste suggére de la plupart des enregistrements Deutsche Grammophon va augmente de 2:00 - de 10.98 a 12.98. Profiter des prix avanageux présentement avant l'augmentation. Vous ne verrez plus jamais ces

bas prix!!!

Beethoven: Piano Sonatas "Moonlight", "Pathetique", and "Appassionata". Kempff. 139 300 Beethoven: Symphonies Nos. 1-9. Bernstein. 2740 216 (8 1.1) Beethoven: Symphonies Nos. 1-9. Karajan. 2740 172 (8 LJ) Beethoven: Symphony No. 5. Karajan. 2531 105.

Beethoven: Violin Concerto. Zukerman, Barenboim. 2530 903. Chopin: Waltzes. Zimerman. 2530 965. Chopin: Polonaises. Pollini. 2530 659. Grieg: Peer Gynt Suites, Karajan, 2530 243. Mozart: Symphonies Nos. 40 & 41. Boehm. 2530 780. Mozart: Il Sogno di Scipione, Schreier, Mathis, Popp, Hager. 2709 098 (3 LJ) Mozart: Piano Concertos Nos. 17 & 21

"Elvira Madigan". Anda. 138 783. Mozart: Eine Kleine Nachtmusik; A Musical Joke, Seifert, Amadeus Quartet, 2531 253. Ravel: Bolero; La Valse, Ozawa, 2530 475. Rossini: Overtures, Karajan, 2530 144.

J. Strauss: Favourite Waltzes. Karajan. 139 014. Tchaikovsky: 1812: Romeq & Juliet; Marche Slave, Karajan, 139 029. Tchaikovsky: Swan Lake and Sleeping Beauty Highlights. Karajan. 2530 195. Vivaldi: Lute and Mandolin Concertos. Yepes. 2530 211. Vivaldi: 4 Seasons, Karajan, 2530 296. Festive Overtures: A collection of 13 Famous Overtures, 2721 181. (Deux longs jeux pour le prix d'un.) Trumpet Concertos: Concertos by J. Haydn, L. Mozart, Telemann, Vivaldi, and Others, Scherbaum, 2721 179. (Deux longs jeux pour le prix d'un.) Baroque Concert: Music by Bach, Vivaldi, Albinoni, Handel and others, 2721 180

(Deux longs jeux pour le prix d'un.) Super Concert Vol. 1: 100 Minutes of the World's Greatest Melodies. 2721 073. (Deux longs jeux pour le prix d'un.) Super Concert Vol. 2: 100 Minutes of the World's Greatest Melodies, 2721 084 (Deux longs jeux pour le prix d'un.)

...et beaucoup plus encore! Tout les disques Deutsche Grammophon en magasin sont presentement en vente.



Les quantités sont limitees. En vente jusqu'au 5 juillet au magasin du centre ville seulement -1621 Ste. Catherine Ouest.

VENDREDI & SAMEDI DERNIÈRE REPRÉSENTATION À 11.35 P.M.

« LE PREMIER FILM D'HORREUR EPIQUE»

> - Jack Kroll, Newsweek Magazine 18ANS



A STANLEY KUBRICK FILM

STANLEY KUBRICK & DIANE JOHNSON STANLEY KUBRICK AN HARLAN THE PRODUCER CIRCLE CO.

from Warner Bros CO A Warner Communications Company CWarner Bros Inc. 1990: All Rights Reserved

DERNIER SPECTACLE 11:35. FAIRVIEW: Sam. à Mar. 1.10, 3.50, 6.30, 9.10. Sem. 6.30, 9.10

LOEWS 1 954 STE-CATHERINE O. 861-7437 PEEL



Là où l'amour est tout simplement un jeu d'attrappe nigaud

GARY BUSEY - JODIE FOSTER - ROBBIE ROBERTSON "CARNY" also staining MEG FOSTER - KENNETH MEMILLAN - ELISHA COOK Music Score by ALEX NORTH . Film Editor STUART PAPPE Read the Jove Book - Soundtrack available on Warner Bros. Records / A Lorimar Records Production

> © LORIMOR Distribution International 1980. All rights reserved. For distribution by Tunited Artists

LE CINEMA WESTMOUNT SQUARE 931-2477 1.15, 3.10, 5.05, 7.00 &

C'est «MAD» que tout a commencé...



MAD MAGAZINE UP THE ACADEMY

Une comédie hilarante

A MARVIN WORTH DANTON RISSNER Production - UP THE ACADEMY Produced by MARVIN WORTH and DANTON RISSNER Wriften by TOM PATCHETT & JAY TARSES - Executive Producer BERNIE BRILLSTEIN Directed by ROBERT DOWNEY - PANAVISION .

A marrier Communications Company 954 STE-CATHERING O. 861-7437 PEEL DORVAL 2

5725 DECARIE 487 1322 260 AVE DORVAL 631 8586 DORVAL: Sam. à Mar. 1.00, 3.00, 5.00, 7.00, 9.00. Sem. 7.00, 9.00. Loews: 1.30, 3.30, 5.30, 7.30, 9.30. Ven. & Som. dernier programme 11:30. SNOWDON: Som. & Aver. 1.90, 2.40, 4.20, 6.00, 7.40, 9.20. Sem. 6.00, 7.40, 9.20.



3e MOIS DE SUCCÈS!

-UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS. UN EXCELLENT DIVERTISSEMENT. Adultes

-Franco Nuovo.(JOURNAL DE MONTRÉAL) -"ET LA TENDRESSE" NOUS FAIT FONDRE DE TENDRESSE ET DE FOUS RIRES.

CANARD ENCHAINE CENT IDEES AU MOINS, PROUVENT QUE SCHULMANN QUI A PARFAITEMENT ASSIMILÉ LES LEÇONS DU GÉNIAL WOODY ALLEN, EST UN CINEASTE COMIQUE

DE TRÈS GRAND TALENT. - RADIO-TELE-LUXEMBOURG-



Le PARISIEN 5

12.20, 2.05, 4.00, 5.50, 7.45, 9.35.

QUI SURVIVRA À LA TERREUR DE L'ENFER GLACÉ?...



Version française de "BEAR ISLAND"

CHATEAU: 1.00, 5.10, 7.15, LAVAL: Sam. à mar. 1.00, 5.15, 7.15, Sem. 7.15, PARISIEN: 1.10, 5:20, 7.20,

VERSAILLES: Sam. à Mar. 1.00, 5.05, 7.05. Sem. 7.05



ST-DENIS ET BELANGER 277-3125



PLUS: 2º FILM EROTIQUE en couleurs

GREENFIELD: Sam. a Mar. 1.00, 4.30, 7.50. Sem. 6.25, 7.50. LAVAL: Sam. a Mar. 12.20,

CENTRE LAVAL 688-7776 PL GREENFIELD PARK 671-6129

3.00, 5.45, 8.25, Sem. 7.05, 8.25

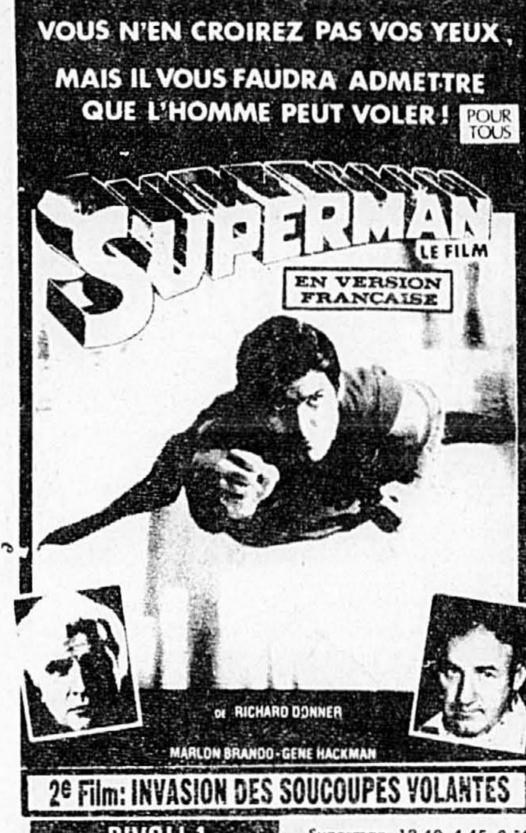
LE GRAND GAGNANT! Oscar du Meilleur Film Etranger Palme d'Or - Festival de Cannes "LE TAMBOUR"



-1.00, 3.30, Le PARISIEN 4

SUPER FRACASSANT..

6.15, 9.00



Superman: 12.40, 4.45, 8.50

«ON AIME BIEN LES HORS-LA-LOI. MAIS ON NE LEUR FOUT JAMAIS LA PAIX Is —Jesse James The LONG RIDERS

The Long Riders David Carradine Keith Carradine Robert Carradine James Keach Stacy Keach Dennis Quaid Randy Quaid Christopher Guest Nicholas Guest Music composed and arranged by Ry Cooder

Produced by Tim Zinnemann Directed by Walter Hill LOEWS: 1.25, 3.25, 5.25, 7.25, 9.25. Ven. & Sam. dernier spectacle 11.25. Van Horne: Sam. à Mar. 1.00, SEMAINE

3.00, 5.00, 7.00, 9.00, Sem. 7.00, 9.00



DORVAL: Sam. à Mar. 12.40, 2.50, 5.00, 7.10, 9.20, Sem. 7.10, 9.20. KENT: 12.40, 2.50, 5.00, 7.10, 9.20. PALACE: 12.30,

2.45, 5.00, 7.15, 9.30. 2e Semaine

380

698 STE CATHERINE 0 866-6991